SOMMAIRE

- Programme de la conférence débat
- Communiqué de presse
- Présentation des résultats du commerce extérieur
- Fiches sectorielles
 - Les échanges automobiles de la France en 2008
 - Les ventes d'Airbus en 2008
 - La compétitivité de la France en 2008
 - Les exportations de la France vers l'Union européenne en 2008
 - La facture énergétique en 2008
 - Les grands contrats de biens d'équipement civils dans les pays émergents en 2008
 - L'investissement direct international de la France en 2007 et 2008
 - Les échanges de la France avec des nouveaux pays émergents en 2008
 - Évolution des parts de marché dans le monde de la France et de ses partenaires de l'OCDE depuis 1990
 - Les échanges de services de la France en 2008
 - Les échanges de produits agroalimentaires en 2008
- Biographies des intervenants
- Bilan annuel du commerce extérieur

« Le commerce extérieur 2008 - 2009 : bilan et perspectives »

Programme

6 février 2009 - OCDE

08h30 Accueil

Centre de conférences de l'OCDE 2, rue André Pascal - 16^e arrondissement - Paris

08h45 Présentation des chiffres annuels du commerce extérieur par Mme Anne-Marie IDRAC, Secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur

09h15 Débat animé par M. Philippe MANIERE :

Premier panel: « Les recettes des champions français de l'export »

- M. Philippe CHALMIN, professeur à l'Université Paris IX Dauphine
- Mme Ginette HENAFF, directrice d'HENAFF
- M. Frédéric SANCHEZ, président de FIVES, président de la commission internationale du MEDEF
- Mme Aliza JABES, présidente des laboratoires NUXE

Second panel: « Comment faire plus et mieux? »

- M. Philippe MELLIER, Président d'ALSTOM Transport
- M. Alexandre SAUVAGE, président de LEOSPHERE
- Mme Mathilde LEMOINE, directrice des études économiques d'HSBC
- M. Lionel FONTAGNE, professeur à l'Université Paris I Sorbonne

11h15 Fin du débat - café



ANNE-MARIE IDRAC SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU COMMERCE EXTERIEUR AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Communiqué de presse

Communiqué de presse

http://www.minefe.gouv.fr

Paris, le 6 février 2009 N° 094

Les résultats du commerce extérieur en 2008

Le commerce extérieur français a été marqué jusqu'à l'automne 2008 par la forte hausse de la facture énergétique et, en fin d'année, par la crise économique qui a affecté nos exportations, en particulier vers nos partenaires de l'Union européenne. Au total, le déficit commercial a atteint **55,7 Mds€ en 2008**, après 40,6 Mds en 2007, les quatre cinquièmes de la dégradation entre 2007 et 2008 étant imputables à la facture énergétique. La chute des cours du pétrole en fin d'année permettra d'alléger fortement la facture énergétique en 2009. En 2008, nos exportations ont crû de 2,1 % et nos importations, sous l'effet des prix de l'énergie, de 5,3 %. Hors énergie, les exportations ont augmenté de +0,6 % et les importations de +1,1 %.

Hors énergie et hors automobile, le solde commercial s'est amélioré d'environ 3 milliards en 2008. Les exportations dans l'agro-alimentaire (+8 %), les biens de consommation (+3,5 %) et les biens d'équipement (+4 %) se sont bien tenues, malgré une fin d'année difficile. Les exportations automobiles (-10 %) ont été affectées par la crise chez nos partenaires européens. D'un point de vue géographique, les exportations vers les pays de l'Union européenne à 15 ont souffert en fin d'année (-1 % sur l'année). Elles ont été mieux orientées vers de nombreuses zones émergentes : l'Amérique latine (+18 %), l'Asie émergente (+4 %) et le Proche et Moyen-Orient (+8 %).

La priorité d'Anne-Marie IDRAC est de répondre aux attentes des exportateurs français face à la crise : « Dans ce contexte, j'ai trois objectifs. D'abord, ne perdre aucune opportunité à l'export pour des raisons de financement. Il faut préserver ce point fort de notre commerce extérieur que sont les grands contrats. Dès cet automne, nous avons pris des mesures d'urgence pour faciliter le financement des exportations. Avec Christine LAGARDE, nous avons mis en place une politique de couverture de la COFACE pour 2009 qui est volontariste. Les banques françaises ont également pris l'engagement de délivrer 7 milliards de crédits à l'exportation en 2009, dans le cadre de la reconstitution de leurs fonds propres. Ensuite, informer et orienter les exportateurs dans ce contexte qui manque de prévisibilité : j'ai demandé à UBIFRANCE de mettre en place une programmation "brise-crise", avec un focus particulier sur les opportunités pour les entreprises françaises des plans de relance. Enfin, garantir à nos entreprises de bonnes conditions d'accès aux marchés étrangers et les défendre contre toute tentative de protectionnisme. »

Dossiers de presse disponibles sur : www.exporter.gouv.fr et sur www.minefe.gouv.fr

Contact:

Corinne MEUTEY, Conseiller Communication et Parlement Téléphone: +33(0)1 53 18 41 00 - Télécopie: +33(0)1 53 18 44 14

Mél : corinne.meutey@cabinets.finances.gouv.fr





Le commerce extérieur 2008-2009:

bilan et perspectives

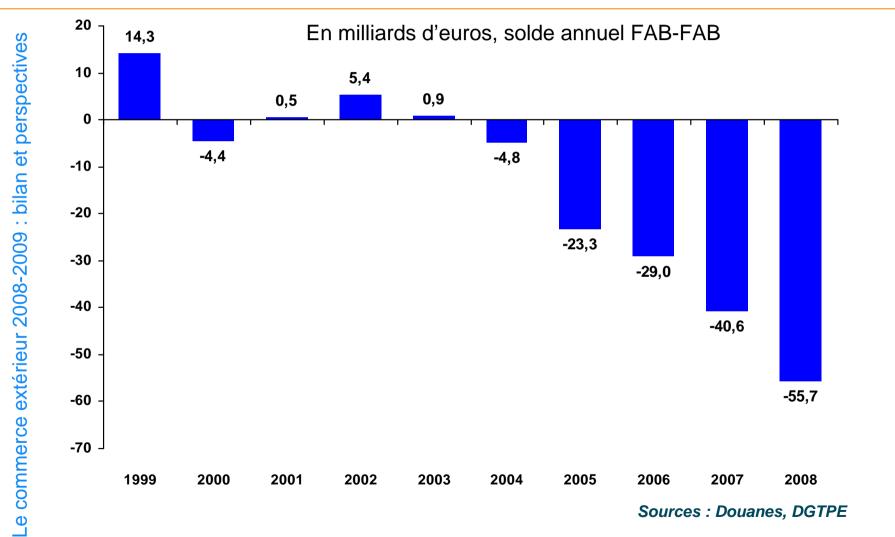
Anne-Marie Idrac Secrétaire d'État au Commerce extérieur

Vendredi 6 février 2009





Evolution du solde commercial de la France

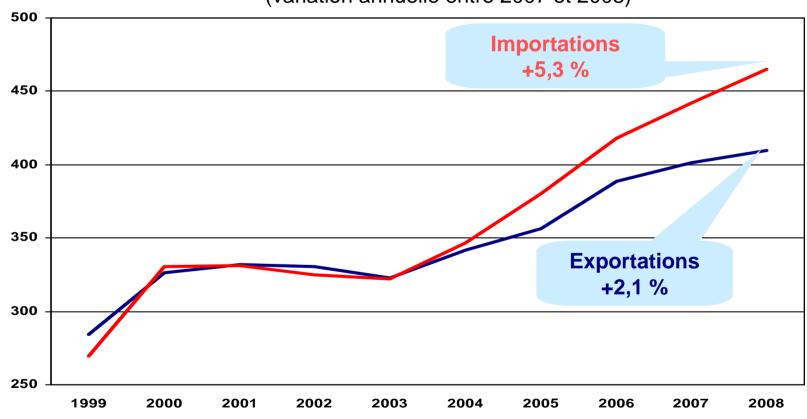




Evolution annuelle des échanges commerciaux

Le commerce extérieur 2008-2009 : bilan et perspectives

En milliards d'euros, données annuelles FAB-FAB (variation annuelle entre 2007 et 2008)

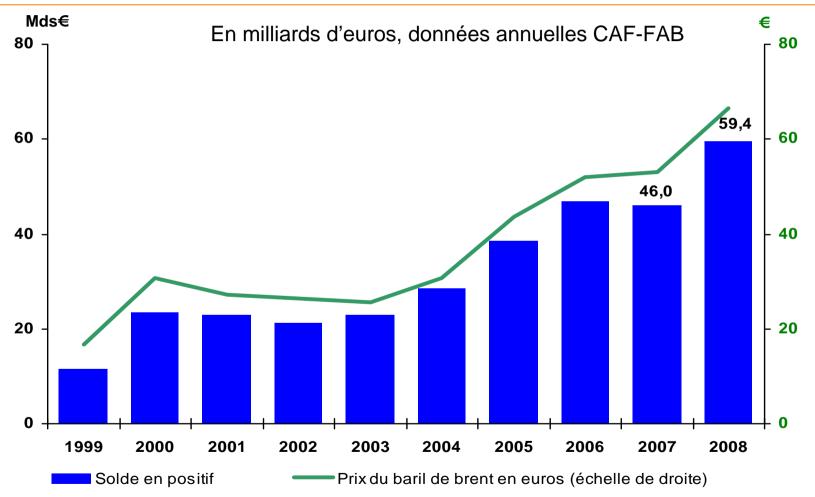


Sources : Douanes, DGTPE



Evolution de la facture énergétique et du baril de brent



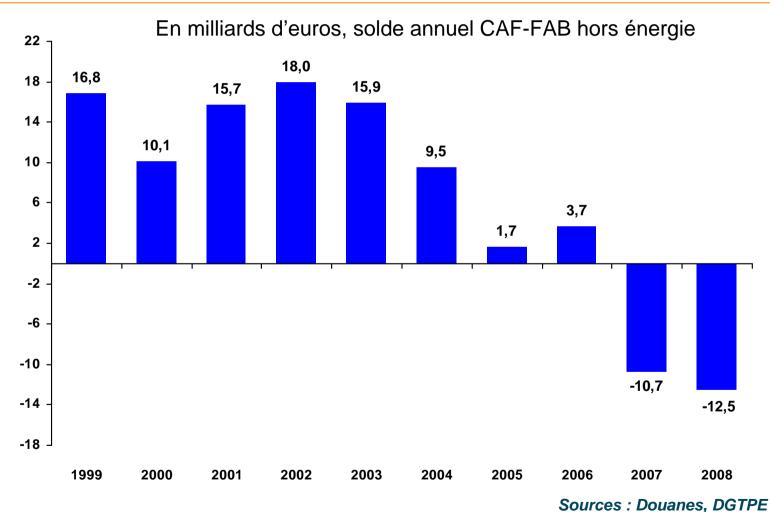


Sources : Douanes, Féri, DGTPE



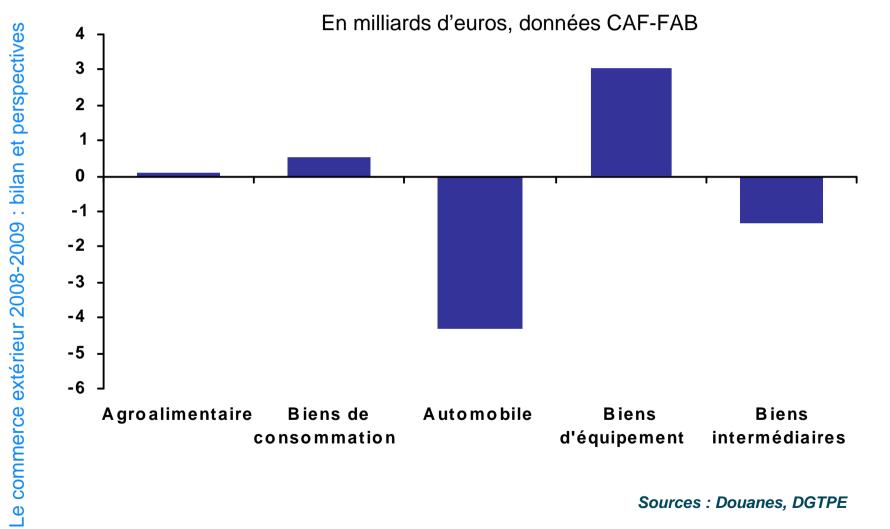
Evolution du solde commercial de la France hors énergie







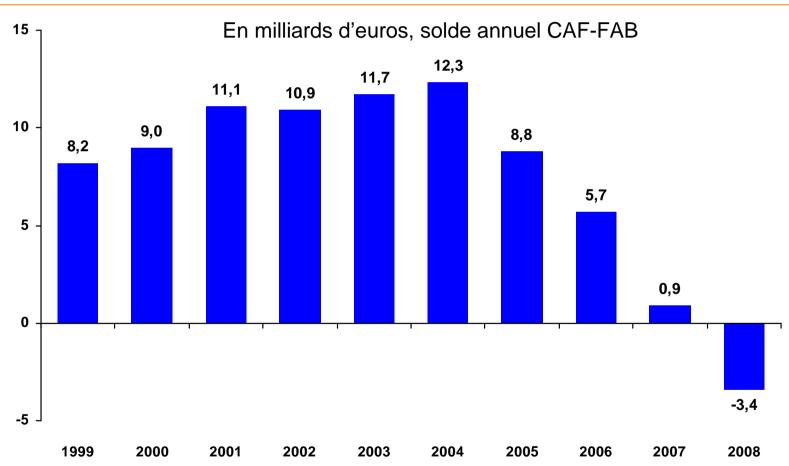
Contribution des différents secteurs à l'évolution du solde commercial hors énergie entre 2007 et 2008





Evolution du solde automobile de la France



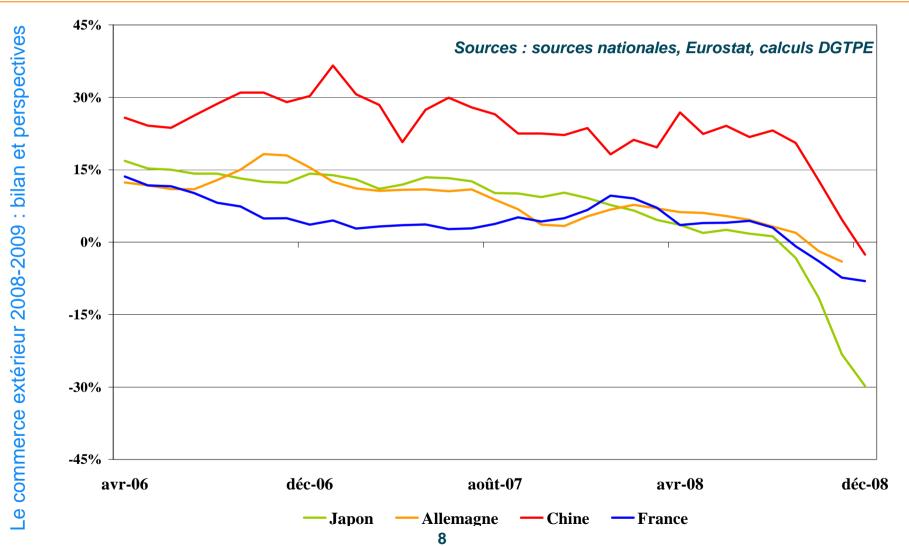


Sources : Douanes, DGTPE



Evolution mensuelle des exportations

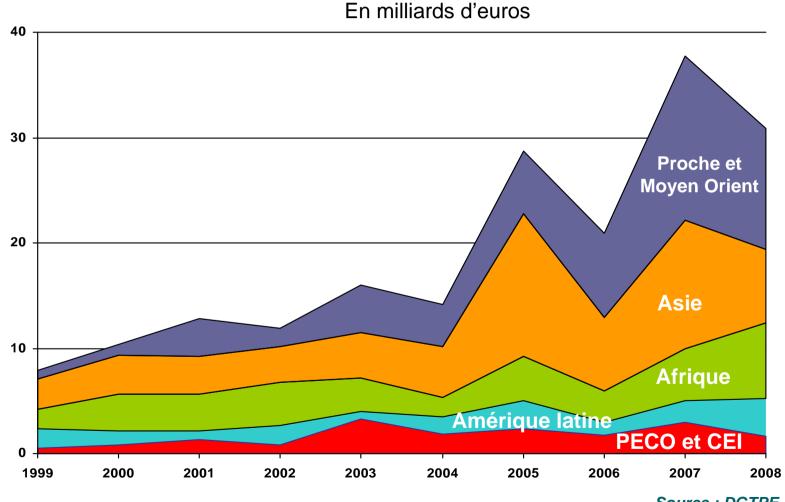
En glissement annuel (moyenne mobile sur trois mois), données mensuelles





Evolution des grands contrats dans les pays émergents



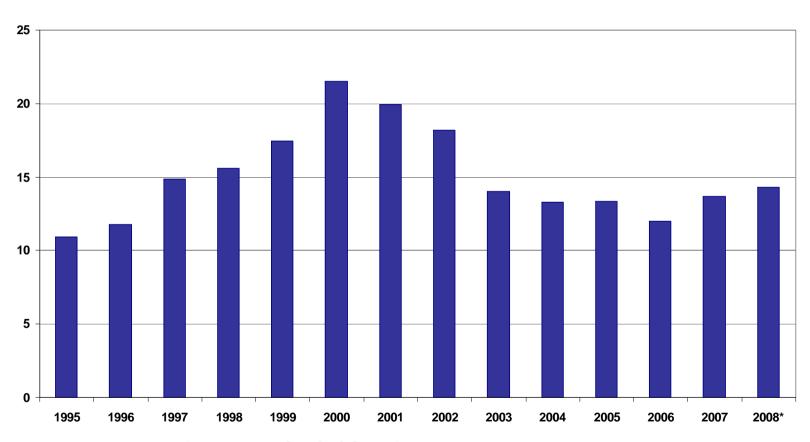






Evolution du solde des services

En milliards d'euros, données annuelles brutes



* : 2008 : extrapolation sur données CVS à partir des 11 premiers mois

Sources : Banque de France, DGTPE



Le commerce extérieur 2008-2009 : bilan et perspectives

Compléments 1:

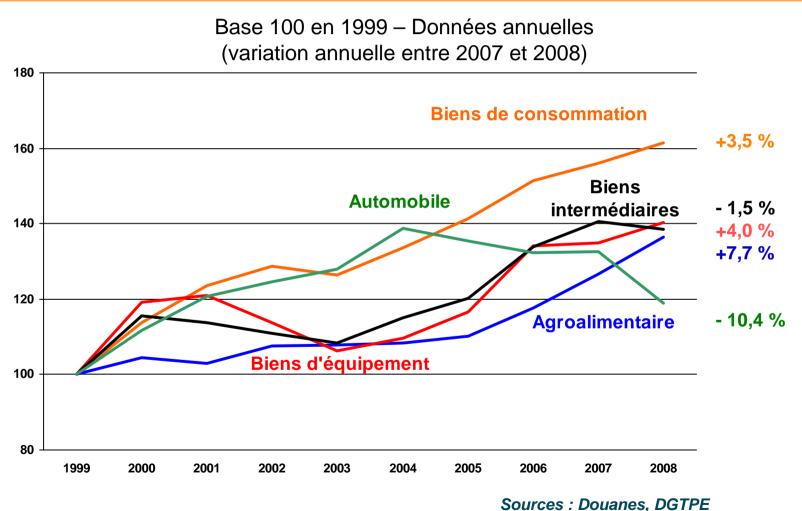
Autres résultats sur le commerce extérieur

Vendredi 6 février 2009





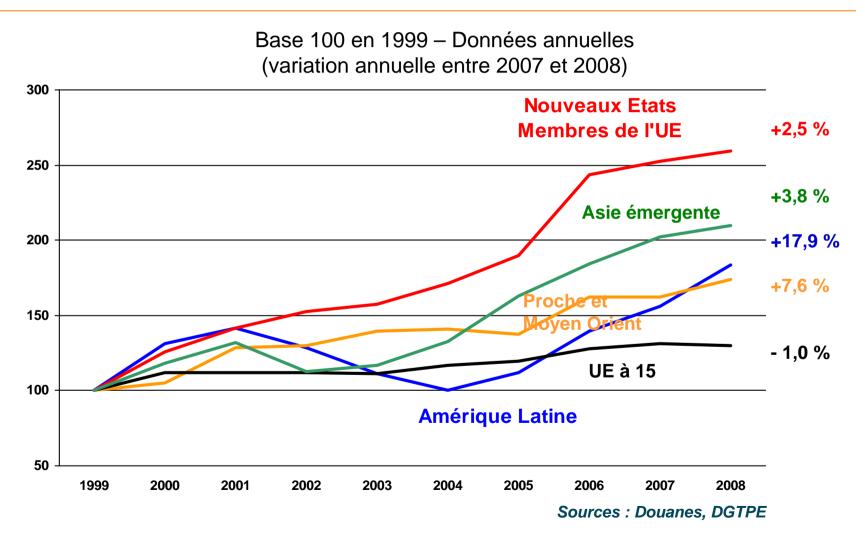
Evolution sectorielle des exportations







Evolution géographique des exportations

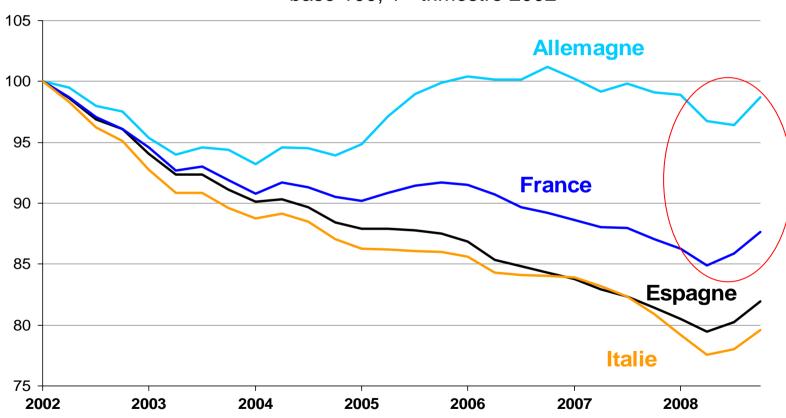






Compétitivité-coût vis-à-vis des pays de l'OCDE

Champ : ensemble de l'économie, base 100, 1^{er} trimestre 2002



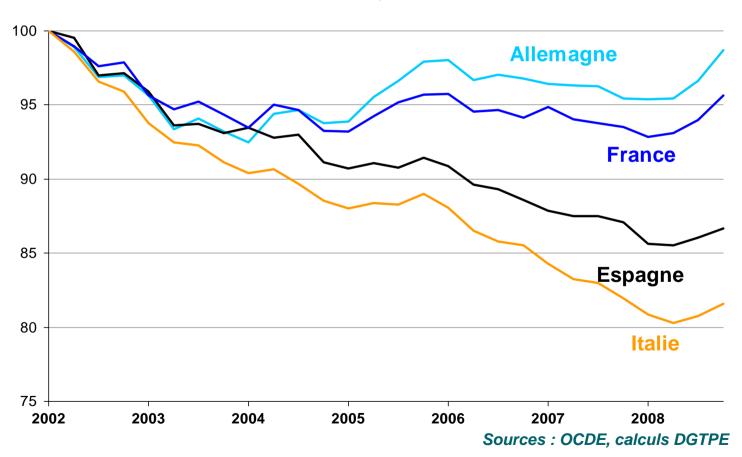
Sources : OCDE, calculs DGTPE





Compétitivité-prix vis-à-vis des pays de l'OCDE

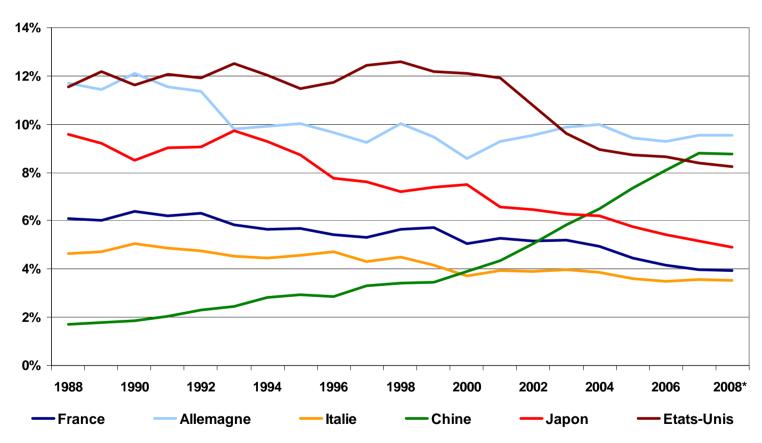
Champ : ensemble de l'économie, base 100, 1^{er} trimestre 2002





Part de marché mondiale

Parts de marché en valeur, en %

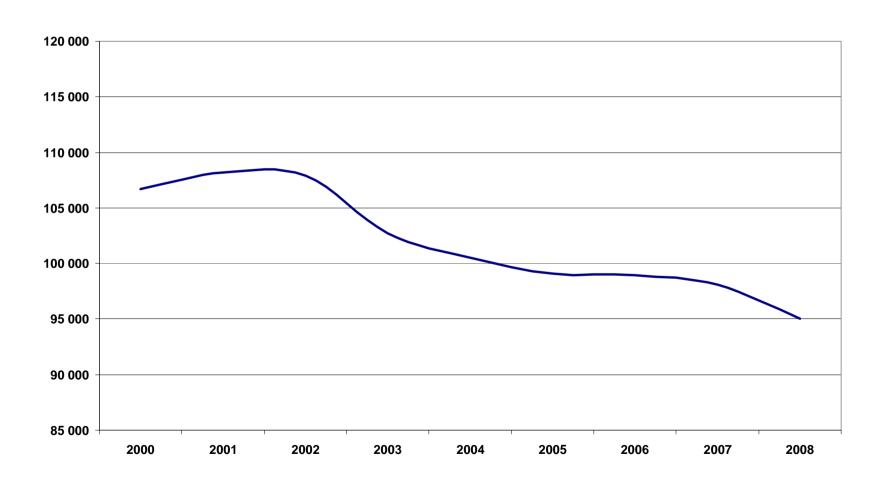


*2008 : août 2007 à juillet 2008 Sources : FMI, DGTPE



Evolution du nombre d'entreprises exportatrices





Source: Douanes





Le commerce extérieur 2008-2009 : bilan et perspectives

Améliorer la capacité des entreprises françaises à exporter

Vendredi 6 février 2009





Mesures mises en place en 2008

- ☐ En 2008, l'essentiel des outils de soutien au commerce extérieur ont été révisés afin d'améliorer l'environnement des entreprises :
 - Création d'une Commission « Grands Contrats »
 - > Réformes des procédures de la COFACE
 - Réforme d'Ubifrance et des missions économiques
 - Dématérialisation des procédures du commerce extérieur
 - ➤ Portage de PME par les grands groupes





Soutenir les grands contrats à l'international

- ☐ Création de la Commission interministérielle d'Appui aux Contrats internationaux (CIACI) en mai 2008
- Objectif : coordonner l'action des services de l'Etat pour appuyer l'offre française sur les contrats internationaux stratégiques
- □ Prise de décision rapide et concertée sur les projets nécessitant une intervention particulière



Réforme des procédures de la COFACE en 2008 (1)

□ Assurance-prospection :

- Réservée aux PME, couvre leurs dépenses pour la prospection de nouveaux marchés
- > Simplification de la procédure / réduction des délais d'instruction
- Ciblage sur les entreprises innovantes
- > Effort de diffusion
 - = > Hausse de 30% des demandes en 2008

☐ Garantie de change :

Mise en place d'une garantie spécifique aéronautique



Réforme des procédures de la COFACE en 2008 (2)

☐ Assurance-crédit moyen terme :

- Simplification, notamment au profit des PME (part étrangère)
- Mise en place d'une garantie des services et des prestations immatérielles (brevets)
- Couverture des projets stratégiques (énergie et matières premières)
- Garantie des crédits en devise locale
- > Refonte de la garantie d'interruption des contrats en cours d'exécution

☐ Garantie des investissements :

- Révision du barème de primes, meilleure couverture des risques couverts
- Extension aux investissements déjà réalisés



Réforme d'UBIFRANCE et des missions économiques

□ Réorganisation :

- ➤ L' « Equipe de France de l'export » : synergies entre les CCI et Ubifrance
 - ✓ CCI : identification des PME et diagnostic ; implantation à l'étranger
 - ✓ Ubifrance : accompagnement des entreprises à l'exportation
- ➤ A l'étranger :
 - ✓ Transfert à Ubifrance des activités commerciales des Missions économiques en 2 ans (fin au 1^{er} septembre 2010)
 - ✓ Concerne 64 Missions économiques dans 44 pays (850 agents)

□ Des objectifs ambitieux et des moyens renforcés :

- > Passer de 10 000 à 20 000 entreprises accompagnées par UBIFRANCE
- Atteindre 10 000 VIE en poste
- Crédits d'intervention augmentés dans les budgets 2009, 2010 et 2011 (diminution par deux du prix facturé par Ubifrance pour les salons).



Dématérialiser les procédures du commerce extérieur

- ➤ Objectif: « Zéro-papier » douanier: dématérialiser des procédures du commerce extérieur pour favoriser la compétitivité des exportateurs et du site France (ports, aéroports, logistique) et pour se mettre en interface avec les plateformes qui se développent, notamment en Asie.
- ➤ Mise en œuvre de 10 projets-pilotes, délivrables à court terme (2009) : informatisation du carnet TIR (transport international routier), dématérialisation des certificats d'origine des vins de Champagne vers l'Asie, dématérialisation des certificats vétérinaires à l'import sur un grand port en 2009.
- ➤ Définir en 2009 un cahier des charges d'une plate-forme commune répondant aux besoins des différents utilisateurs.



Le Portage à l'international des PME par les grands groupes

□ Objectif:

- > Augmenter le nombre de PME portées à l'international
- « Jouer collectif »

□ Décisions suite au rapport de M. Henri Lachmann :

- Dissolution de Partenariat France
- Création d'une nouvelle structure associant les grandes entreprises et le Comité Richelieu, qui apportera son expérience opérationnelle du « Pacte PME »
- Soutien d'opérations de portage par les trois agences publiques : (OSEO, COFACE, UBIFRANCE), les Conseillers du Commerce Extérieur et le réseau consulaire (ACFCI et UCCIFE)



Le commerce extérieur 2008-2009 : bilan et perspectives

Assurer le financement des exportations dans un contexte de crise financière

Vendredi 6 février 2009









Impact de la crise financière sur l'exportation

Constats:

- ☐ La crise financière affecte le financement des grands projets à l'exportation :
 - difficultés pour trouver des financements, source de reports ou d'annulations
 - des opérations qui se faisaient sans intervention publique ne trouvent plus de financement sur les marchés
 - renchérissement des ressources des banques et donc des financements proposés
- ☐ L'activité de garanties COFACE est fortement sollicitée
 - augmentation des demandes de garantie, y compris sur les pays riches
 - ➤ augmentation des demandes de caution, y compris pour les grands groupes.





Automne 2008 : des mesures d'urgence pour enrayer la crise de liquidités

- ☐ Rendre éligibles les crédits à l'exportation au mécanisme de refinancement de la SFEF
 - > Loi de finances du 16 octobre 2008
- □ Autorisation donnée à la Coface de garantir largement les cautions bancaires, y compris pour des grands groupes
- ☐ Fluidifier les opérations de **commerce courant** : réactivation de la confirmation de crédits documentaires et de lettres de crédit par la COFACE ; faciliter l'escompte.





Rendre plus flexible l'assurance-crédit

☐ Assouplir les procédures COFACE :

- Autoriser les banques à céder les créances avec garantie Coface
- Autoriser la garantie à 100% par la Coface pour les crédits fournisseurs des PME
- Autoriser la garantie d'un volume global d'opérations par client
- □ Assouplir certaines règles de l'OCDE (en cours de négociation)



Assurer le financement des exportations

- ☐ Politique de couverture de la COFACE pour 2009 : volontariste (assouplissement sur 37 pays) et vigilante (restriction sur 10 pays)
- □ Doublement de la capacité d'intervention de la « Réserve Pays Emergents » (loi de finances pour 2009) :
 - Accompagner les entreprises sur les grands projets d'infrastructures avec des financements d'aide.
- ☐ Faciliter le refinancement des banques :
- ➤ en échange d'un engagement de leur part de délivrer 7 Mds € de crédits à l'exportation en 2009, dont 5 pour l'aéronautique.





Dans un environnement difficile, orienter et informer les exportateurs

- □ Opportunités pour les entreprises françaises des plans de relance : organisation par UBIFRANCE de séminaires spécifiques
- □ Au cours de l'année, information sur la situation des pays émergents : « niches de croissance » et risques
- ☐ Un effort particulier d'information sur les **fonds structurels** européens et les **financements multilatéraux** (Banque Mondiale,..)

LES ECHANGES AUTOMOBILES DE LA FRANCE EN 2008

Nos exportations, qui se sont élevées à 46 Mds€ en 2008¹, ont fortement baissé par rapport à 2007, d'environ 10 %. Symétriquement, les importations ont stagné, à un peu plus de 50 Mds€. Partant, notre solde commercial est devenu négatif, ce qui ne s'était pas vu depuis au moins 25 ans. Il est passé d'un excédent d'1 Md€ en 2007 à un déficit de -4 Mds€ en 2008.

I/ La détérioration de nos échanges automobiles remonte à 2005

La détérioration de nos échanges depuis 4 ans résulte principalement de la stratégie d'internationalisation des constructeurs français qui a consisté, de manière massive au cours des années récentes, à implanter leurs nouvelles unités de production, en particulier pour les modèles bas de gamme, à l'étranger², notamment en Europe centrale et orientale.

Par ailleurs, sur la période 2005-2007, les modèles français étaient moins attractifs que les modèles étrangers, notamment allemands ou asiatiques. Plus récemment, en 2008, la mise en place des éco-pastilles a favorisé les petites cylindrées, ce qui a bénéficié aux marques françaises, spécialisées dans ce créneau. Toutefois, ces modèles sont majoritairement fabriqués à l'étranger.

Enfin, depuis quelques mois, la crise économique frappe durement le secteur automobile français, la demande de nos clients étant particulièrement déprimée (Europe de l'Ouest, en particulier Espagne). Tout au long de l'année, la situation s'est fortement détériorée : le déficit commercial pour la branche automobile était d'¼ Md€ au 1^{er} trimestre 2008, d'½ Md au 2^{ème}, d'1 Md au 3^{ème} et de 2 Mds au 4^{ème}.

II/ <u>Nos ventes d'équipements automobiles baissent et la dégradation de nos exportations de la construction automobile s'amplifie</u>

Les évolutions pour les deux sous-secteurs de l'industrie automobile au cours de 2008 ont été les suivantes :

- Les exportations de la construction automobile (2/3 du secteur à l'exportation) se sont fortement dégradées (-12 %) alors que leur baisse s'était atténuée en 2007 (-2 %, après -6 % en 2006). En revanche, les importations ont légèrement crû (+1 %). Partant, le déficit commercial pour la construction automobile, apparu pour la

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

² Depuis 2006 et pour la première fois, plus d'un véhicule sur deux produits par les marques françaises est désormais produit à l'étranger.

première fois en 2007, s'est lourdement creusé, passant de -1 Md€ en 2007 à -5 Mds€ en 2008.

- La baisse (-5 %) des exportations d'équipements automobiles (1/3 du secteur) tranche avec les hausses constatées précédemment (+5 % en 2007, +9 % en 2006). Compte tenu de la moindre baisse de nos importations (-3 %), notre excédent commercial pour ce poste se tasse légèrement, passant de 1,6 Mds€ en 2007 à 1,3 Mds en 2008.

III/ <u>Nos ventes dans l'industrie automobile ont régressé vers nos partenaires traditionnels mais ont été très soutenues vers les pays émergents</u>

► Les cinq premiers marchés de la France pour les produits de l'industrie automobile : Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Belgique

Les exportations vers nos cinq principaux clients, qui absorbent 60 % de nos exportations, ont diminué de 12 % en 2008³. Cette baisse concerne l'ensemble de nos principaux clients, qui sont particulièrement affectés par la crise actuelle, en particulier l'Espagne (-24 %) et le Royaume Uni (-15 %), la baisse étant moins forte pour l'Italie (-8 %), l'Allemagne (-4 %) et la Belgique (-2 %).

Les Nouveaux Etats Membres (NEM) de l'Union européenne

Nos ventes vers les NEM (9 % de nos exportations) ont faiblement régressé (-1 %). Elles ont été dynamiques vers la Bulgarie (+19 %) et, dans une moindre mesure, la Hongrie (+5 %), la Slovaquie (+5 %) et la République tchèque (+3 %).

► Les marchés lointains

Nos ventes vers les pays du Proche et Moyen Orient (6 % de nos exportations) ont été très dynamiques (+27 %). On assiste notamment à une forte augmentation des exportations vers l'Iran (+50 %) et la Turquie (+21 %).

Nos exportations vers le Maghreb (3 % de nos ventes) ont également été soutenues (+18 %), notamment par le Maroc (+30 %) et l'Algérie (+20 %).

Enfin, nos ventes progressent également vers la Corée du Sud (+25 %), l'Inde (+16 %), le Brésil (+11 %) et l'Ukraine (+6 %).

En revanche, elles sont en forte baisse vers la Chine (-24 %), les Etats-Unis (-16 %) et le Japon (-7 %).

-

³ Sur 11 mois.

ANNEXE

Montants des exportations (en Mds€), poids et taux de croissance

Données estimées et CVS-CJO	Poids 2007	2007	Evolution	2008*	Evolution
Produits de la construction automobile	69 %	35,1	-1,6 %	31,0	-11,8 %
Equipements automobiles	31 %	16,0	+4,8 %	15,3	-4,6 %
ENSEMBLE		51,1	+0,3 %	46,2	-9,6 %

^{*} Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

Montants des exportations (en Mds€), poids en 2007 et taux de croissance pour nos principaux clients

Données brutes et collectées	Poids en 2007	Valeur 2007	Evolution 2007	Evolution 2008*
Espagne	18,7 %	9,6	-5,4 %	-23,9 %
Allemagne	15,8 %	8,1	-5,5 %	-4,4 %
Royaume-Uni	10,7 %	5,4	-1,2 %	-14,9 %
Italie	9,3 %	4,7	5,4 %	-7,9 %
Belgique	8,5 %	4,3	-2,9 %	-2,0 %
Turquie	2,3 %	1,2	-0,9 %	20,9 %
Pologne	2,2 %	1,1	29,5 %	-2,0 %
Pays-Bas	2,0 %	1,0	6,1 %	-1,1 %
Portugal	1,9 %	1,0	3,8 %	-12,3 %
Suède	1,9 %	1,0	15,0 %	-16,9 %
Slovaquie	1,4 %	0,7	126,2 %	5,3 %
Etats-Unis	1,4 %	0,7	-9,4 %	-15,5 %
Autriche	1,4 %	0,7	-0,8 %	-6,4 %
Algérie	1,3 %	0,7	-6,7 %	19,4 %
République tchèque	1,3 %	0,7	2,9 %	2,5 %
Russie	1,3 %	0,6	49,0 %	-2,4 %
Suisse	1,1 %	0,6	1,0 %	-1,8 %
Slovénie	1,1 %	0,6	-18,7 %	-5,6 %
Roumanie	1,1 %	0,6	12,2 %	-4,5 %
Japon	1,1 %	0,5	40,6 %	-6,6 %
Iran	1,0 %	0,5	-19,2 %	50,4 %
Chine	0,9 %	0,5	-22,6 %	-24,0 %
Brésil	0,8 %	0,4	19,6 %	11,3 %
Argentine	0,7 %	0,4	24,8 %	-15,4 %
Danemark	0,7 %	0,4	0,2 %	0,4 %

^{*} en glissement annuel sur 11 mois

Sources: Douanes françaises, calculs DGTPE

LES VENTES D'AIRBUS EN 2008

I/ <u>En 2008, Airbus a nettement devancé Boeing en termes de livraisons</u>

En 2008, Airbus a conforté pour la cinquième année consécutive sa position de leader en termes de livraisons, avec 483 appareils livrés contre 375¹ pour son rival Boeing, fortement pénalisé par une grève des mécaniciens qui a duré près de 8 semaines. Les livraisons de l'avionneur européen ont augmenté de 30 appareils par rapport à 2007. Ces livraisons se décomposent en 386 appareils de la famille A320, 85 appareils gros porteurs A330/A340 et 12 A380.

L'assemblage des Airbus est réalisé sur les sites de Hambourg pour un certain nombre d'appareils (A318, A319 et A321) et à Toulouse pour tous les autres modèles. Les ailes sont conçues et fabriquées au Royaume-Uni, tandis que l'empennage provient d'Espagne. La part française des appareils Airbus varie entre 32 % et 51 % selon le type d'appareil et la motorisation.

II/ <u>Airbus est également repassé devant Boeing en 2008 en termes de</u> commandes

Après avoir terminé 2007 à quasi parité avec Boeing, Airbus conclut 2008 à la première place en termes de commandes, et retrouve ainsi le rang occupé depuis 2002. En effet, l'avionneur européen a enregistré 777 commandes fermes nettes² pour un montant de 100 Mds\$ à prix catalogue contre 662 pour Boeing, qui correspondent à un montant de 71 Mds\$. Les commandes nettes d'Airbus ont diminué de 40 % par rapport à 2007 alors que, dans le même temps, Boeing a enregistré une baisse de 50 %.

L'année 2008 s'inscrit donc en retrait par rapport à 2007, où les commandes enregistrées par les deux avionneurs avaient atteint le total historique de 2 754 appareils. Cette diminution, largement anticipée par les deux industriels dès début 2008, s'inscrit dans le contexte de crise économique et de ralentissement de la demande mondiale pour le transport aérien.

¹ En 2007, Airbus avait livré 453 appareils contre 441 pour Boeing.

² En 2008, Airbus a enregistré 900 commandes brutes contre 669 pour Boeing (le différentiel entre commandes brutes et fermes d'Airbus s'explique notamment par la faillite de la compagnie aérienne américaine Skybus, qui avait commandé 65 A319).

La part de marché d'Airbus s'est établie à $54\,\%$ en unités et à $58\,\%$ en valeur. L'industriel atteint donc largement son objectif de rester dans une bande de $40\,\%$ à $60\,\%$ du marché mondial des gros porteurs.

III/ Les exportations françaises d'Airbus ont été stables en 2008

Les statistiques douanières françaises ne comptabilisent comme exportations françaises que les ventes vers l'étranger d'appareils neufs assemblés en France. Leur montant comme leur nombre diffèrent donc des livraisons totales de la société Airbus. Celle-ci effectue, en effet, une partie de ses livraisons à partir de l'Allemagne, ou à destination de compagnies françaises (ventes « intérieures »).

291 appareils Airbus auraient été exportés de France³ en 2008, contre 280 appareils en 2007. Pour chacune des deux années, en valeur, le total des livraisons aurait atteint près de 15 Mds€. La bonne tenue des exportations d'Airbus a été permise par la livraison de nombreux appareils au dernier trimestre de l'année. Ce montant des livraisons d'Airbus représente un peu moins de 4 % de l'ensemble des exportations françaises de biens en 2008.

IV/ <u>En 2009, de fortes incertitudes pèsent sur les exportations</u> françaises d'Airbus

De très fortes incertitudes pèsent sur l'année 2009, en termes de commandes (300-400 appareils selon l'industriel). La crise économique a d'ores et déjà un double impact sur les compagnies aériennes, dont les conséquences sont difficiles à évaluer :

- diminution du transport de passagers, en particulier en classe affaire, qui conduit les compagnies aériennes à reporter leur plan de commandes (report sine die début 2009 par ANA (*All Nippon Airways*) de sa campagne pour le renouvellement de sa flotte gros porteurs), en attendant des jours meilleurs.
- difficultés pour certaines compagnies aériennes à financer l'achat de leurs appareils et donc à en prendre livraison en raison de la crise du crédit.

En décembre 2008, Airbus a annoncé que les cadences de livraison ne seraient pas augmentées de 36 à 40 appareils par mois en 2010 comme prévu initialement. A ce jour, l'industriel prévoit donc de livrer en 2009 près de 500 appareils, dont 18 A380. Air France et Lufthansa réceptionneront notamment leur premier exemplaire en 2009.

³ Les exportations d'Airbus depuis la France représentent traditionnellement entre 65 % et 75 % des livraisons annuelles d'Airbus.

Les exportations françaises devraient se maintenir en 2009, à moins d'une aggravation de la crise. Les compagnies aériennes devront arbitrer entre la nécessité de renouveler leur flotte, pour intégrer des appareils plus économes en carburant, et maintenir des niveaux élevés de trésorerie. Avec un carnet de commandes de 3 700 appareils à fin 2008 (438 Mds\$ au prix catalogue), l'industriel dispose toutefois d'une marge de manœuvre importante pour traverser cette période difficile.

Tableau récapitulatif des commandes et des livraisons d'Airbus

Année	2004	2005	2006	2007	2008
Livraisons	320	378	434	453	483
Commandes fermes nettes	370	1 055	824	1 341	777

LA COMPETITIVITE DE LA FRANCE EN 2008

La compétitivité de la France connaît un redressement en 2^e partie d'année 2008 à la faveur de la baisse de l'euro intervenue à partir de l'été, mais également en raison du maintien des efforts de prix réalisés par nos exportateurs.

I/ <u>Le taux de change effectif nominal de la France s'est replié à partir de l'été, avant de se réapprécier en fin d'année</u> (cf. gr. 1 en annexe)

Au 2nd semestre, l'euro a observé des mouvements de forte ampleur vis-à-vis des principales devises. Face au dollar, il s'est inscrit en nette baisse au cours de l'été, après une vive progression qui l'a amené jusqu'à un plus haut historique à 1,60\$ à la mi-juillet. La dépréciation s'établit à 7,9 % en moyenne, après la hausse de 8,4 % du 1er semestre. La devise européenne s'est également repliée nettement contre le yen, enregistrant une baisse de 10,3 %, après celle de 1,4 % au 1^{er} semestre. A l'inverse, l'euro a continué de se raffermir à l'égard de la livre sterling et enregistre une hausse de 5,5 % au 2nd semestre (après +11,6 %).

Au total, vis-à-vis d'un panier large de 42 devises, le taux de change effectif nominal de la France s'est déprécié de 1,1 % en moyenne au 2nd semestre, après la hausse de 2,5 % du 1^{er} semestre. La forte dépréciation de la livre sterling a sensiblement contribué à atténuer cette baisse en toute fin d'année.

II/ <u>La compétitivité-prix enregistre au 2nd semestre une amélioration</u> sous l'effet du change et des efforts de prix (cf. gr. 2)

La compétitivité-prix de la France par rapport aux partenaires de l'OCDE marque un sursaut au 2nd semestre, de 2,0 %, après le recul de 0,7 % au 1^{er} semestre. Cette évolution reflète d'une part l'impact favorable du contexte de change, mais résulte également du maintien des efforts consentis sur les prix par les exportateurs français.

Avertissement : les résultats présentés dans cette note se fondent sur des estimations provisoires jusqu'au 3^e trimestre 2008 et des prévisions concernant le 4^e trimestre 2008.

Dans une perspective de plus long terme, on observe que la compétitivité-prix de la France par rapport aux pays de l'OCDE s'établit au 2^{nd} semestre 2008 à un niveau supérieur de $6,1\,\%$ à sa moyenne depuis 1980 et de $3,2\,\%$ à sa moyenne depuis 1990.

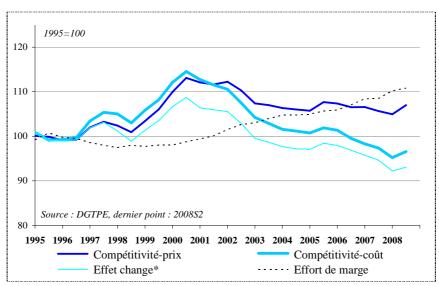
III/ <u>La compétitivité-coût se redresse également en 2^e partie</u> <u>d'année</u> (cf. gr. 2)

Au 2nd semestre 2008, la compétitivité-coût par rapport aux pays de l'OCDE marque une hausse de 1,4 %, à la suite du recul de 2,2 % enregistré en première partie d'année. Cette orientation provient pour l'essentiel des mouvements de parités monétaires.

La compétitivité coût de la France se situe à 6,3 % en dessous de sa moyenne depuis 1980 et à 7,1 % au-dessous de sa moyenne depuis 1990.

La plus forte hausse de la compétitivité-prix par rapport à celle de la compétitivité-coût traduit la poursuite de l'effort relatif de marge de la part des exportateurs français¹ (cf. graphique ci-dessous).

Compétitivité-prix, compétitivité-coût, effort de marge



^{*} effet change = 1 / taux de change effectif nominal

¹ L'effort relatif de marge est le rapport de la compétitivité-prix sur la compétitivité-coût : une hausse correspond à un renforcement de l'effort relatif de marge.

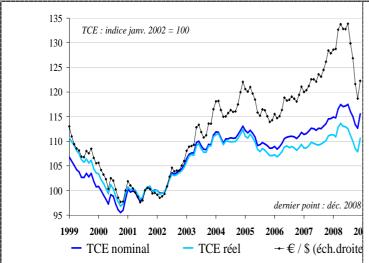
IV/ <u>La compétitivité des principaux partenaires de la zone euro est</u> mieux orientée au 2nd semestre avec la baisse de l'euro (cf. gr. 3 et 4)

Les autres principales économies de la zone euro enregistrent au 2nd semestre une amélioration de leur compétitivité, à la suite de la détérioration subie au cours des précédentes années.

La compétitivité de l'Allemagne se situe à 3,7 % au-dessus de sa moyenne depuis 1990 en termes de prix et toujours sensiblement au-dessus en termes de coût (+6,9 %). Pour l'Italie comme pour l'Espagne, la compétitivité, qui s'est inscrite ces dernières années dans une tendance persistante à l'érosion, se situe nettement au-dessous du niveau moyen depuis 1990, soit pour l'Italie à -16,7 % en matière de prix et -13,2 % en matière de coût, et pour l'Espagne à -10,9 % pour les prix et -13,8 % pour les coûts.

France : taux de change effectif et compétitivité

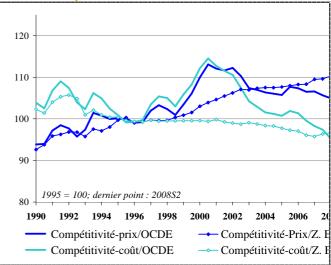
Gr. 1 : Taux de change effectifs (TCE) de la France et cours euro-dollar



Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays. Le taux de change effectif réel est déflaté par les prix à la consommation de ces pays. Une hausse correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France

Source : données Datastream, calculs DGTPE.

Gr. 2 : Compétitivité par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro



La compétitivité est définie comme le rapport des prix d'exportation (ou des coûts salariaux unitaires) étrangers aux prix (ou coûts) français, exprimés dans une monnaie commune. Une hausse correspond à une amélioration de la compétitivité.

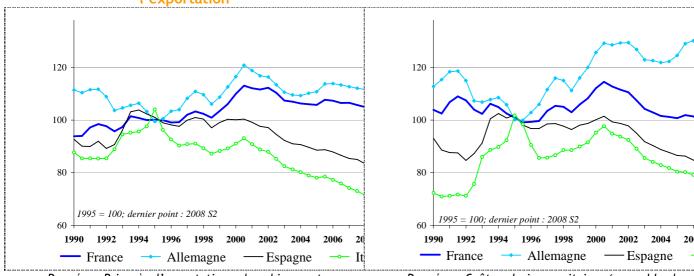
Source : données OCDE, calculs DGTPE.

Compétitivité de la France et des principaux partenaires de la Zone euro

par rapport aux pays de l'OCDE

Gr. 3 : Compétitivité - prix à l'exportation

Gr. 4 : Compétitivité - coût



Données:Prix à l'exportation des biens et

ervices :

 ${\it OCDE\ Perspectives\ Economiques.\ Calculs: DGTPE.}$

Données : Coûts salariaux unitaires (ensemble de l'économie) : OCDE Perspectives Economiques.

Calculs : DGTPE.

LES EXPORTATIONS DE LA FRANCE VERS L'UNION EUROPEENNE EN 2008

Nos exportations vers l'Union européenne (65 % de nos exportations globales) ont stagné en 2008 (-0,3 % par rapport à 2007¹), à 260 Mds€. Symétriquement, nos importations en provenance de l'Union européenne ont sensiblement augmenté (+3,4 %) pour atteindre 285 Mds€. En conséquence, notre déficit commercial avec les pays de l'Union européenne s'est nettement creusé, passant de 16 Mds€ en 2007 à 26 Mds€ en 2008.

En début d'année 2008, le rythme de croissance de nos exportations avait été favorable (+4 % de croissance des exportations au 1^{er} trimestre par rapport au 4^{ème} trimestre de 2007). Depuis le 2^{ème} trimestre, dans un contexte de ralentissement puis de crise économique depuis l'automne, ce rythme ne cesse de se dégrader, en cohérence avec celui de l'activité de nos principaux partenaires commerciaux européens : nos exportations ont ainsi baissé de 1 % au 2^{ème} trimestre de 2008, puis de 3 % au 3^{ème} trimestre et enfin de 13 % au 4^{ème} trimestre. On a donc assisté à une dégradation rapide du solde commercial avec l'Union européenne (déficit de -5 Mds€ environ aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres, puis -6 Mds€ au 3^{ème} trimestre et, enfin, -10 Mds€ au 4^{ème} trimestre de 2008).

I/ Nos exportations s'orientent majoritairement vers l'UE15

Globalement, nos exportations vers l'UE15, qui représentent près de 92 % de nos ventes dans l'UE, ont stagné, à -0,3 %, entre 2007 et 2008. Les importations ont parallèlement progressé de 2,7 %. Notre déficit commercial vis-à-vis de l'UE15 s'est donc creusé, passant de -16 Mds€ en 2007 à -24 Mds€ en 2008.

Vers nos « grands voisins » de l'UE15, le rythme de croissance de nos exportations est hétérogène : globalement, sur l'année 2008, elles ont été assez soutenues vers l'Allemagne (+4,1 %), la Belgique (+3,4 %) et les Pays-Bas (+2,7 %), grâce à un 1^{er} trimestre particulièrement dynamique. En revanche, nos exportations ont stagné vers l'Italie (-0,7 %), voire nettement régressé vers le Royaume-Uni (-2,0 %) et surtout l'Espagne (-9,3 %).

La progression des exportations françaises en direction des nouveaux Etats Membres (NEM) a été plus dynamique (+3,5 %), le montant de nos exportations atteignant 22 Mds€ en 2008. Nos ventes ont été tirées par la **Pologne** (+5,9 %), notre premier client parmi les NEM, la **Slovaquie** (+11,3 %) et les deux derniers accédants, la **Bulgarie** (+18,0 %) et la **Roumanie** (+12,0 %).

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

Toutefois, pour tous ces pays, y compris les NEM, ces taux de croissance ont été permis par un début d'année relativement dynamique, alors que les chiffres relatifs à la fin 2008 ont été très clairement défavorables.

Le repli de nos exportations vers le Royaume-Uni et l'Espagne cette année se traduit par un recul de ces pays dans le classement de nos premiers pays clients, l'Espagne et le Royaume-Uni perdant une place, au profit respectivement de l'Italie et de la Belgique. Ce classement était inchangé depuis 2005.

Classement des cinq premiers pays clients de la France en 2007 et en 2008

	En 2007
Rang	Pays
1 ^{er}	Allemagne
2 ^{ème}	Espagne
3 ^{ème}	Italie
4 ^{ème}	Royaume-Uni
5 ^{ème}	Belgique

En 2008					
Rang	Pays				
1 ^{er}	Allemagne				
2 ^{ème}	Italie				
3 ^{ème}	Espagne				
4 ^{ème}	Belgique				
5 ^{ème}	Royaume- Uni				

II/ <u>Nos exportations vers nos partenaires européens ont principalement été portées par l'agroalimentaire et l'aéronautique</u>

Nos exportations ont été particulièrement soutenues dans le secteur **agroalimentaire** (+5,5 %²), qui représente 14 % de nos exportations vers la zone, principalement grâce à la bonne tenue de nos ventes de **produits agricoles** (+8,6 %). Dans le secteur des biens d'équipement professionnel, nos exportations ont été très dynamiques dans la branche **aéronautique** (+11 %). Notons, enfin, la très bonne tenue de nos ventes de **produits énergétiques** (+31,6 %), portées par les exportations de produits pétroliers raffinés, de produits radioactifs et d'électricité.

En revanche, nos exportations dans le secteur **automobile** ont souffert (-10,7 %) des conséquences de la crise économique sur la demande intérieure de nos principaux partenaires de l'UE qui sont également, de loin, nos premiers clients dans l'automobile : -23,9 % vers l'Espagne, notre premier client, -14,9 % vers le Royaume-Uni, -7,9 % vers l'Italie, -4,4 % vers l'Allemagne et -2,0 % vers la Belgique. Nos exportations ont également été atones dans le secteur des **biens de consommation** (+0,2 %) et se sont repliées dans le secteur des **biens intermédiaires** (-1,9 %), affecté par la récession industrielle de nos principaux partenaires.

² Sur 11 mois.

ANNEXE

Montants des exportations (en Mds€), poids et taux de croissance

Données estimées et CVS-CJO	poids en 2007	2007	Evolution	2008*	Evolution
Allemagne	22,1 %	57,4	2,7 %	59,8	4,1 %
Espagne	14,6 %	37,9	-0,3 %	34,4	-9,3 %
Italie	14,0 %	36,3	3,3 %	36,0	-0,7 %
Royaume-Uni	12,7 %	33,1	0,7 %	32,4	-2,0 %
Belgique et Luxembourg	12,3 %	31,9	4,2 %	33,0	3,4 %
Pays-Bas	6,4 %	16,7	4,5 %	17,1	2,7 %
Suède	2,1 %	5,4	7,1 %	5,5	1,8 %
Portugal	1,9 %	5,0	2,6 %	5,2	3,7 %
Grèce	1,5 %	3,8	15,0 %	3,6	-3,7 %
Autriche	1,4 %	3,7	-0,6 %	3,8	2,2 %
Irlande	1,1 %	2,9	8,0 %	2,7	-6,4 %
Danemark	1,1 %	2,9	-0,9 %	2,9	0,2 %
Finlande	0,8 %	2,0	6,4 %	1,9	-7,7 %
UE15	92,0 %	239,1	2,6 %	238,1	-0,3 %
Pologne	2,5 %	6,4	-8,7 %	6,8	5,9 %
Pologne République tchèque	2,5 % 1,3 %	6,4 3,4	-8,7 % 6,8 %	6,8 3,4	5,9 % 1,0 %
3		,		-	
République tchèque	1,3 %	3,4	6,8 %	3,4	1,0 %
République tchèque Hongrie	1,3 % 1,1 %	3,4 2,8	6,8 % 3,2 %	3,4 2,8	1,0 % 1,1 %
République tchèque Hongrie Roumanie	1,3 % 1,1 % 1,0 %	3,4 2,8 2,5	6,8 % 3,2 % 8,7 %	3,4 2,8 2,8	1,0 % 1,1 % 12,0 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 %	3,4 2,8 2,5 1,9	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 %	3,4 2,8 2,8 2,1	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie Slovénie	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 % 0,5 %	3,4 2,8 2,5 1,9	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 % -6,6 %	3,4 2,8 2,8 2,1 1,2	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 % 0,2 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie Slovénie Malte	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 % 0,5 % 0,3 %	3,4 2,8 2,5 1,9 1,2 0,7	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 % -6,6 % 25,1 %	3,4 2,8 2,8 2,1 1,2 0,5	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 % 0,2 % -27,8 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie Slovénie Malte Bulgarie	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 % 0,5 % 0,3 % 0,2 %	3,4 2,8 2,5 1,9 1,2 0,7	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 % -6,6 % 25,1 % -8,2 %	3,4 2,8 2,8 2,1 1,2 0,5	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 % 0,2 % -27,8 % 18,0 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie Slovénie Malte Bulgarie Lituanie	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 % 0,5 % 0,3 % 0,2 % 0,2 %	3,4 2,8 2,5 1,9 1,2 0,7 0,6 0,5	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 % -6,6 % 25,1 % -8,2 % 23,2 %	3,4 2,8 2,8 2,1 1,2 0,5 0,7	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 % 0,2 % -27,8 % 18,0 % -7,1 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie Slovénie Malte Bulgarie Lituanie Chypre	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 % 0,5 % 0,3 % 0,2 % 0,2 % 0,1 %	3,4 2,8 2,5 1,9 1,2 0,7 0,6 0,5	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 % -6,6 % 25,1 % -8,2 % 23,2 % -6,0 %	3,4 2,8 2,8 2,1 1,2 0,5 0,7 0,5	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 % 0,2 % -27,8 % 18,0 % -7,1 % -15,3 %
République tchèque Hongrie Roumanie Slovaquie Slovénie Malte Bulgarie Lituanie Chypre Estonie	1,3 % 1,1 % 1,0 % 0,7 % 0,5 % 0,3 % 0,2 % 0,2 % 0,1 % 0,1 %	3,4 2,8 2,5 1,9 1,2 0,7 0,6 0,5 0,4	6,8 % 3,2 % 8,7 % 69,0 % -6,6 % 25,1 % -8,2 % 23,2 % -6,0 % -8,0 %	3,4 2,8 2,8 2,1 1,2 0,5 0,7 0,5 0,3	1,0 % 1,1 % 12,0 % 11,3 % 0,2 % -27,8 % 18,0 % -7,1 % -15,3 % -10,4 %

^{*} Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

Montants des exportations (en Mds€), poids en 2007 et taux de croissance pour les principaux secteurs

Données brutes et collectées	Poids 2007	Valeur 2007	Evolution 2007	Evolution 2008*
Agroalimentaire	13 %	34,3	8,3 %	5,5 %
Biens de consommation	14 %	35,5	4,3 %	0,2 %
Automobile	16 %	41,3	-0,3 %	-10,7 %
Biens d'équipement professionnel	18 %	46,6	-3,6 %	0,0 %
Biens intermédiaires	35 %	89,7	4,8 %	-1,9 %
Produits énergétiques	4 %	11,4	0,0 %	31,6 %
Ensemble		259,4	2,5 %	-0,3 %

^{*} en glissement annuel sur 11 mois

Sources: Douanes françaises, calculs DGTPE

LA FACTURE ENERGETIQUE EN 2008

En 2008, les importations de produits énergétiques ont crû de 31,5 % par rapport à 2007. A près de 82 Mds€, les importations excèdent très largement les exportations (23 Mds€), qui ont cependant connu une très forte croissance (+38 %). La hausse des ventes françaises concerne l'ensemble des produits énergétiques, notamment les produits pétroliers raffinés, l'uranium enrichi et l'électricité. Partant, la facture énergétique atteint un pic à 59 Mds€ en 2008 après s'être stabilisée en 2007.

La hausse de la facture énergétique sur l'ensemble de l'année 2008 est principalement liée au record historique atteint par le cours du baril de brent (celui-ci est passé de 73 \$/bl en moyenne en 2007 à 98 \$/bl en 2008, soit +34 %), même si cette hausse a pu être modérée par l'appréciation de l'euro¹ (en euros, le prix du baril a crû de 25 %, passant de 53 €/bl à 67 €/bl).

L'évolution infra-annuelle de la facture énergétique présente cependant une tendance plus nuancée au cours de l'année 2008. En effet, après avoir atteint un record historique en juillet 2008, le cours du baril de brent a chuté à partir d'août 2008 : il est passé de 134 \$/bl en juillet 2008 à 42 \$/bl en décembre (en euros, il est passé de 85 €/bl en juillet 2008 à 34 €/bl en décembre, soit une baisse un peu moins forte du fait de la dépréciation de l'euro²). La baisse du baril de brent s'est traduite par un allégement de la facture énergétique au 4ème trimestre de 2008 : elle est passée de 14,4 Mds€ au T1 à 15,5 Mds au T2, 15,9 Mds au T3 puis 13,1 Mds au T4.

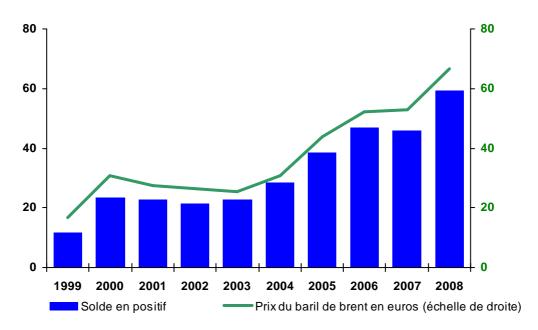
La facture énergétique a tardé à diminuer en fin d'année et n'a diminué que de façon modérée à ce stade, notamment en raison du maintien à des niveaux élevés des prix du gaz naturel, le poids de nos achats de gaz naturel au sein de nos importations d'énergie ayant tendance à se consolider (22 % en 2007, contre 19 % en 2006 et 17 % en 2005). Les formules d'indexation des prix du gaz sur les prix des produits pétroliers, qui prévoient des délais d'adaptation compris entre 3 et 6 mois et une adaptation des prix à certains intervalles, expliquent que les prix du gaz aient à peine commencé à fléchir. De ce point de vue, la confirmation de la baisse des prix du pétrole sur la période récente devrait se traduire par la poursuite de la baisse de notre facture énergétique dans les prochains mois.

¹ Le taux de change moyen €/\$ est passé de 1,37 en 2007 à 1,47 en 2008, soit une croissance de près de 7 %.

² Le taux de change €/\$ est passé de 1,58 en juillet2008 à 1,27 en décembre 2008.

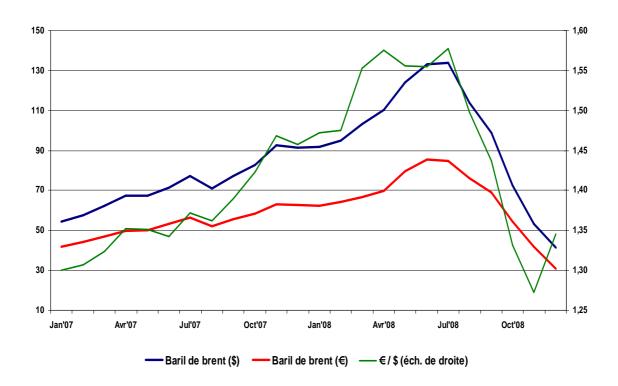
Evolution de la facture énergétique et du baril de brent

En milliards d'euros, données annuelles CAF-FAB



Sources: Douanes, Féri, DGTPE

Evolution mensuelle du baril de brent



Sources: Douanes, Féri, DGTPE

LES GRANDS CONTRATS DE BIENS D'EQUIPEMENT CIVILS DANS LES PAYS EMERGENTS EN 2008

En 2008, les grands contrats de biens d'équipement signés par les entreprises françaises dans les pays émergents se sont élevés à environ 31 Mds€. Ils atteignent ainsi le 2ème record historique après celui de 2007 (environ 38 Mds€). L'évolution du montant global des grands contrats étant erratique (le record de 2007 est notamment porté par un contrat exceptionnel signé en Chine par AREVA), ce chiffre confirme une tendance en nette hausse depuis quelques années. Par ailleurs, l'évolution trimestrielle ne fait pas apparaître d'impact négatif de la crise économique mondiale sur les chiffres du 4ème trimestre (voir annexe).

Entre 2000 et 2008, les grands contrats vers les pays émergents ont représenté en moyenne chaque année environ 8 % de la valeur de nos exportations et 32 % des seules ventes de biens d'équipement¹.

I/ <u>Les grands contrats dans les pays émergents se sont maintenus à un haut niveau</u>

- L'ensemble des grands contrats signés dans le monde dans le secteur aéronautique en 2008 sont en retrait par rapport à 2007 (à 19 Mds€ environ). Nos contrats signés dans les seuls pays émergents (13,4 Mds€) sont également en retrait par rapport à 2007, mais avoisinent le précédent record historique de 2005. Les pays émergents ont représenté en moyenne 60 % du total des contrats signés dans l'aéronautique chaque année depuis 2005 (et même 70 % en 2008) alors que cette part était de l'ordre de 35 % par an entre 2000 et 2004.
- Hors aéronautique, les grands contrats conclus dans les pays émergents (à près de 18 Mds€) sont un peu en deçà du niveau record de 2007 (21 Mds). Ce niveau record reposait cependant essentiellement sur un contrat signé par AREVA en Chine, fin 2007, d'un montant exceptionnellement élevé. Hors contrat AREVA, le chiffre de 2008 dépasserait celui de 2007.

¹ Ces rapports sont fournis à titre indicatif : les livraisons afférentes aux contrats signés étant échelonnées dans le temps, elles ne sauraient *stricto sensu* être comparées aux exportations.

Grands contrats signés par la France dans les pays émergents chronique annuelle depuis 10 ans (Mds€)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Total aéronautique	14,0	16,8	15,6	10,8	13,1	11,3	26,7	17,6	26,4	18,8
dont pays émergents	2,6	2,0	3,7	2,8	8,5	5,6	14,7	7,9	16,8	13,4
Autres contrats civils pays émergents	5,3	8,3	9,0	9,1	7,6	8,6	14,1	13,1	20,9	17,5
Total pays émergents	7,9	10,3	12,8	11,9	16,1	14,2	28,8	20,9	37,7	30,9

II/ <u>Les grands contrats sont majoritairement signés en Asie</u> <u>émergente et au Proche et Moyen Orient</u>

En cumul depuis 5 ans, l'Asie émergente et le Proche et Moyen Orient ont chacun apporté 34 % des contrats remportés par les entreprises françaises au sein des zones émergentes, suivis, un peu plus loin derrière, par l'Afrique (16 %) et l'Europe centrale et orientale et l'Amérique latine (8 % chacune).

Le montant global des contrats signés en Asie et au Proche et Moyen Orient a fortement augmenté depuis 2004 (à environ 9 Mds€ pour chacune de ces zones en moyenne chaque année sur la période 2004-2008, contre 2 à 4 Mds sur la période 2000-2004), ce qui leur a permis de confirmer leur place de premières zones clientes de la France. Les grands contrats signés en Asie sont majoritairement dans l'aéronautique alors qu'au Proche et Moyen Orient, ce sont les grands contrats civils hors aéronautique qui dominent très largement.

On notera **l'importance prise par l'Afrique en 2008**, où de nombreux contrats ont été signés, lui permettant d'être la 2^{ème} zone cliente en 2008 (23 % des contrats signés), ex-æquo avec l'Asie émergente, après le Proche et Moyen Orient (37 %). Des contrats de grands montants ont également été signés en Amérique latine, 4^{ème} zone cliente (11 %), ce qui permet à la zone d'atteindre en 2008 son record historique de grands contrats signés (à 3,6 Mds€).

III/ Les plus gros contrats en 2008

• Hors aéronautique.

Parmi les plus gros contrats hors aéronautique enregistrés en 2008 dans les pays émergents, la plupart ont été signés au Proche et Moyen Orient.

- Au *Proche et Moyen Orient*, un gros contrat a été conclu au Qatar pour la construction d'une centrale électrique par Suez. Un contrat important a été signé par Alstom en Arabie Saoudite pour la fourniture de turbines destinées à une centrale thermique. Au Bahreïn, deux importants contrats ont été signés par Vinci Constructions pour la construction d'une liaison ferroviaire avec le Qatar ainsi que par la CNIM pour la construction d'une usine d'incinération à ordures.

- Dans le *Caucase*, la CNIM a remporté un contrat de construction d'un incinérateur de déchets urbains en Azerbaïdjan.
 - Dans l'aéronautique.

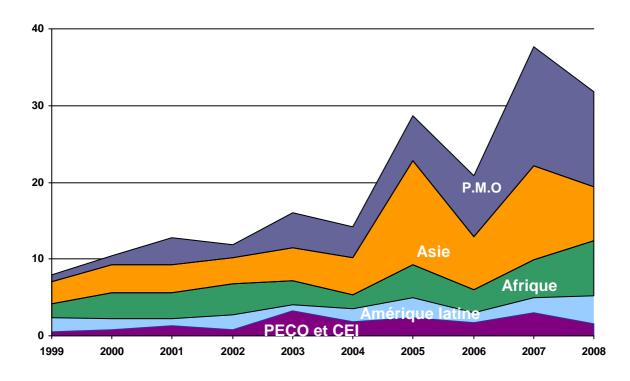
La Chine et le Vietnam en Asie, les Emirats Arabes Unis et le Bahreïn au Proche et Moyen Orient ainsi que le Brésil et la Libye ont été les principaux clients d'Airbus en 2008.

ANNEXE

Grands contrats signés par la France dans les pays émergents chronique trimestrielle (Mds€)

	2007				2008				
	T1	T1 T2 T3 T4				T2	T3	T4	
Aéronautique	1,4	9,1	1,2	5,1	6,0	0,8	4,3	2,3	
Hors aéronautique	3,9	3,6	4,8	8,5	3,7	4,0	6,7	3,2	
Total	5,3	12,8	6,0	13,6	9,6	4,7	11,1	5,5	

Evolution des grands contrats signés par la France dans les pays émergents chronique annuelle par zone (Mds€)



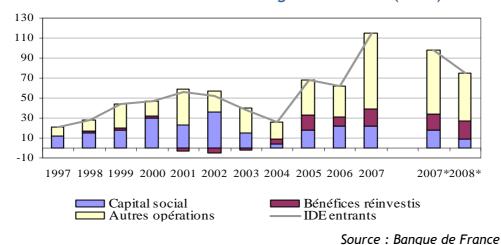
L'INVESTISSEMENT DIRECT INTERNATIONAL DE LA FRANCE EN 2007 ET 2008

La France, après avoir connu une nette hausse de ses flux d'investissements directs étrangers (IDE) en 2007, tant en termes d'accueil des investissements internationaux qu'en tant qu'investisseur à l'étranger, pourrait retrouver en 2008 le niveau de ses IDE sortants en 2007, tandis que ses IDE entrants pourraient marquer un repli. Ces évolutions, par conséquent moins dynamiques qu'en 2007, s'inscrivent dans un contexte mondial de ralentissement du commerce mondial et des investissements directs.

I/ <u>Après avoir atteint un niveau record en 2007, les IDE reçus par la</u> France devraient se replier en 2008, tout en restant très élevés

Les investissements directs étrangers (IDE) en France ont fortement progressé en 2007, à 115 Mds€, un niveau jamais atteint, très supérieur aux niveaux des années précédentes. La France a conservé le troisième rang mondial comme pays d'accueil des IDE¹, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Investissements directs étrangers en France (Mds€)



* sur les 11 premiers mois de l'année

Ce sont les « bénéfices réinvestis » et les « autres opérations » qui ont été en nette hausse, à respectivement 18 Mds€ et 76 Mds€ (après 10 Mds€ et 31 Mds€).

¹ D'après le rapport annuel de la CNUCED "World Investment Report" paru en octobre 2008.

L'augmentation des IDE en 2007 s'explique donc essentiellement par l'accroissement des échanges financiers intragroupes, entre des maisons mères étrangères et des filiales françaises. En revanche, les « opérations en capital social » sont restées stables à 22 Mds€.

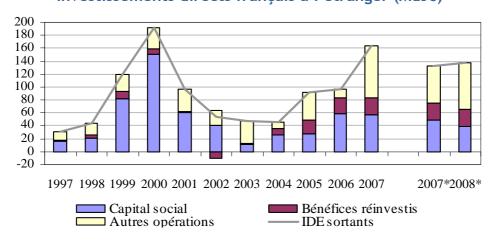
Les pays industrialisés sont à l'origine de la quasi-totalité des IDE en France. Les emplois créés ou maintenus grâce à ces investissements se seraient élevés à près de 35 000 en 2007 selon l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII)², soit un niveau relativement élevé au vu des dernières années.

D'après les résultats mensuels de novembre 2008³, les IDE entrants sur les 11 premiers mois de l'année seraient en retrait (à 75 Mds€, soit -23 Mds€ par rapport à la même période de 2007). Ce repli est particulièrement marqué pour les opérations en « capital social » (-9 Mds€, soit -52 %).

II/ La France est l'un des premiers investisseurs internationaux

Les flux d'investissement directs français à l'étranger ont fortement progressé en 2007, à 164 Mds€, après 97 Mds€ en 2006. Avec ce niveau, le plus élevé depuis le record historique atteint en 2000 (193 Mds€), la France est le troisième investisseur mondial, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Investissements directs français à l'étranger (Mds€)



Source : Banque de France

² Rapport annuel de février 2008 de l'AFII.

^{*} sur les 11 premiers mois de l'année

³ Les statistiques mensuelles d'IDE sont très volatiles et fortement révisées. Ces résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

La très forte accélération des « autres opérations » (80 Mds€, après 14 Mds€ en 2006), qui correspondent aux prêts et flux de trésorerie des entreprises françaises à destination de leurs filiales, explique cette hausse, les deux autres postes étant relativement stables.

Sur les 11 premiers mois de l'année 2008, les flux d'IDE sortants de France atteignent 137 Mds€, soit + 4 Mds€ par rapport à la même période de 2007. Les opérations en capital social ont toutefois diminué de 11 Mds€, soit -22 % par rapport à l'an dernier.

III/ 30 000 implantations françaises à travers le monde en 2006

En 2006, d'après les résultats de la dernière enquête conduite en 2007 par le réseau des Missions Economiques à l'étranger, le nombre d'implantations françaises à l'étranger se serait élevé à environ 30 000, employant près de 6 millions de salariés, contre un peu plus de 28 000 en 2004 avec 5,5 millions d'employés.

Si près des deux tiers de ces implantations et de leurs emplois sont localisés dans les pays développés, leur progression entre 2004 et 2006 a été plus forte dans les pays émergents, notamment d'Asie.

Le chiffre d'affaires généré par les implantations en 2006 était de l'ordre de 850 Mds€, soit un peu plus du double du montant des exportations de l'année. Si les pays développés ont accueilli les 2/3 des filiales françaises à l'étranger, ils ont concentré plus des 4/5èmes du chiffre d'affaires généré par ces filiales.

Les filiales à l'étranger génèrent des « retours sur investissement ». D'après la Balance des Paiements, les revenus issus de nos investissements directs étrangers ont atteint 49 Mds€ en 2007 (après 47 Mds€ en 2006). Sur ces 49 Mds, une moitié a été réinvestie sur place et l'autre est revenue en France sous forme de dividendes. Sur les 11 premiers mois de 2008, les revenus des investissements auraient quasiment atteint le même niveau que sur l'ensemble de l'année 2007 (46 Mds€).

LES ÉCHANGES DE LA FRANCE AVEC DES NOUVEAUX PAYS ÉMERGENTS EN 2008

Au-delà des « grands émergents » (les BRIC¹) habituellement mis en avant, de nouveaux pays émergents, dont le marché intérieur est plus limité, se distinguent ces dernières années par leur dynamisme économique. Depuis 2000, la croissance de nos exportations a été particulièrement marquée vers certains de ces nouveaux pays émergents.

I/ <u>De nombreux « nouveaux » émergents soutiennent la croissance de nos exportations depuis 2000²</u>

- Proche et Moyen Orient

Le Proche et Moyen Orient constitue une zone de destination privilégiée pour nos exportations vers ces pays émergents intermédiaires, notamment la **Turquie**, la **Jordanie** et, dans le Golfe, le **Qatar**, le sultanat d'**Oman**, l'**Iran** et le **Koweït**. Le poids de ces marchés dans nos exportations (2 % de nos exportations globales) est en ligne avec leur poids dans le PIB mondial. Depuis 2000, nos exportations vers ces pays ont été portées par la forte croissance de leur demande intérieure : elles ont crû de 11 % en moyenne annuelle vers la Turquie, notre principal marché d'exportation dans la zone, de 27 % vers le Qatar, de 20 % vers Oman, de 17 % vers la Jordanie, de 15 % vers l'Iran et de 14 % vers le Koweït. Hors Turquie, la demande de ces pays a bénéficié de l'envolée des prix du pétrole dans les années 2000.

- Asie du Sud-Est

En Asie du Sud-Est, la **Thaïlande** (+17 % pour nos exportations en croissance annuelle moyenne), les **Philippines** (+13 %), **Singapour** (+12 %) et la **Malaisie** (+10 %), qui ont connu une très forte croissance depuis 2000, ont été des clients vers lesquels nos exportations ont été très dynamiques. Nos ventes vers le **Laos**, dont le marché intérieur est plus limité, ont également été soutenues (+23 %).

- Europe de l'Est, Caucase et Asie centrale

Plus près de nous, nos exportations vers l'**Ukraine** se distinguent par leur très bonne tenue (+20 % chaque année) dans un pays en forte croissance depuis 2000. Le poids de ce pays dans nos exportations (0,14 %) reste néanmoins encore bien en dessous de son poids dans le PIB mondial (0,50 %).

¹ Brésil, Russie, Inde et Chine.

² Seuls sont mis en avant dans cette fiche les pays émergents hors BRIC disposant d'un taux de croissance annuel moyen relativement fort et pour lesquels le taux de croissance annuel moyen de nos exportations est également particulièrement élevé (voir annexe statistique).

Malgré la taille très limitée des marchés concernés, nos exportations ont été particulièrement soutenues vers les pays du Caucase ainsi que vers la plupart des pays d'Asie centrale. Elles ont crû de 65 % en moyenne chaque année depuis 2000 vers le Kazakhstan, pays le plus important de la zone en termes de taille (60 % du PIB de cette zone). Nos ventes ont également été très dynamiques vers l'Azerbaïdjan (+43 %), le Tadjikistan (+39 %), la Mongolie (+37 %), l'Arménie (+30 %), la Géorgie (+29 %) et le Turkménistan (+12 %), seul l'Ouzbékistan faisant figure d'exception (+1 %). Ces pays connaissent en effet une forte expansion économique depuis 2000. Leur poids dans les exportations françaises (0,2 %) demeure encore très limité.

- Afrique

Enfin, de nombreux pays d'Afrique soutiennent également nos exportations, principalement le **Nigéria** (+13 %), notre 2^{ème} client en Afrique subsaharienne derrière l'Afrique du Sud, la **Guinée équatoriale** (+28 %), la **Tanzanie** (+26 %), l'**Ouganda** (+21 %), l'**Angola** (+18 %), le **Mozambique** (+17 %), l'**Ethiopie** (+16 %), le **Soudan** (+15 %), la **Zambie** (+12 %), la **Libye** (+11 %) et le **Ghana** (+11 %). Le poids de ces pays reste cependant limité dans nos exportations (0,5 %), en ligne avec leur poids dans le PIB mondial.

II/ <u>Nos exportations vers les pays émergents d'Amérique latine ont connu une croissance plus modérée</u>

Nos exportations vers les grands pays d'Amérique latine ont été moins rapides sur la période : +7 % vers le Mexique et +6 % vers l'Argentine, en lien avec leur croissance économique nettement plus modérée que celle des autres pays émergents. Nos exportations ont même été décevantes vers le Pérou, la République Dominicaine (+2 % vers les deux pays) et le Honduras (-3 %) au regard du dynamisme de leurs PIB. La situation en Amérique latine est, en revanche, favorable, pour nos exportations vers deux pays relativement dynamiques au sein de cette région : le Chili vers lequel nos exportations ont crû de +18 % annuellement depuis 2000 et, dans une moindre mesure, la Colombie (+12 %).

Nos ventes ont été plus décevantes vers d'autres pays dynamiques : en Afrique, c'est le cas vers le Burkina Faso (+4 % en moyenne par an), le Mali, la Gambie (+2 % chacun) et l'Egypte (+1 %) et, en Asie, nos exportations vers le Bengladesh et le Sri Lanka ont même évolué négativement (respectivement -6 % et -12 % par an).

Globalement, nos exportations tirent donc parti du dynamisme économique de ces « nouveaux » pays émergents, en particulier au Proche et Moyen Orient, en Asie du Sud-Est et au Caucase/Asie centrale, la situation étant plus contrastée en Afrique.

Nos exportations vers ces pays sont souvent composées de biens d'équipement et soutenues par des grands contrats signés par les entreprises françaises avec des clients de ces pays.

ANNEXE

Evolution et poids des exportations et du PIB de pays émergents dynamiques

		ssance moyenne	D ₀	oids
			dans le PIB mondial	
	PIB	Exportations	(en PPA)	dans nos exportations
	2000-2008	2000-2008	2007	2000-2008
Au Proche et Moyen Orient				
Qatar	11,3 %	27 %	0,13 %	0,21 %
Oman	5,5 %	20 %	0,10 %	0,07 %
Jordanie	5,9 %	17 %	0,04 %	0,07 %
Iran	5,7 %	15 %	1,18 %	0,45 %
Koweït	7,1 %	14 %	0,20 %	0,09 %
Turquie	5,0 %	11 %	1,37 %	1,11 %
En Europe de l'est				
Ukraine	7,3 %	20 %	0,50 %	0,14 %
En Asie centrale et Caucase				
Kazakhstan	9,5 %	65 %	0,27 %	0,10%
Azerbaïdjan	15,1 %	43 %	0,13 %	0,02 %
Tadjikistan	8,4 %	39 %	0,02 %	0,001 %
Mongolie	6,8 %	37 %	0,01 %	0,003 %
Arménie	11,6 %	30 %	0,03 %	0,01 %
Géorgie	7,1 %	29 %	0,03 %	0,01 %
Turkménistan	14,8 %	12 %	0,04 %	0,02 %
En Asie du Sud-est				
Laos	6,7 %	23 %	0,02 %	0,003 %
Thaïlande	5,0 %	17 %	0,80 %	0,25 %
Philippines	5,0 %	13 %	0,47 %	0,13 %
Singapour	5,7 %	12 %	0,35 %	0,73 %
Malaisie	5,6 %	10 %	0,53 %	0,29 %
En Afrique				
Guinée équatoriale	21,4 %	28 %	0,02 %	0,01 %
Tanzanie	6,8 %	26 %	0,07 %	0,01 %
Ouganda	7,5 %	21 %	0,05 %	0,01 %
Angola	12,4 %	18 %	0,18 %	0,08 %
Mozambique	7,6 %	17 %	0,03 %	0,02 %
Éthiopie	7,2 %	16 %	0,09 %	0,02 %
Soudan	7,6 %	15 %	0,14 %	0,03 %
Nigéria	8,8 %	13 %	0,40 %	0,26 %
Zambie	5,1 %	12 %	0,03 %	0,04 %
Lybie	5,2 %	11 %	0,12 %	0,09 %
Ghana	5,4 %	11 %	0,05 %	0,004 %

Sources: Douanes françaises, FMI, calculs DGTPE

<u>Note</u>: les pays présentés sont caractérisés par un taux de croissance annuel moyen du PIB (en volume) sur la période supérieur à 5 % et un taux de croissance annuel moyen des exportations françaises vers ces pays supérieur à 10 %.

Pour les données relatives à 2008, il s'agit d'une extrapolation.

ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ DANS LE MONDE DE LA FRANCE ET DE SES PARTENAIRES DE L'OCDE DEPUIS 1990

Cinquième exportateur mondial de marchandises et au deuxième rang européen, la France subit un tassement régulier de sa part de marché depuis le début des années 1990, comme ses partenaires de l'OCDE à l'exception de l'Allemagne. Pour les pays développés, cette évolution est principalement due à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges de marchandises - avec notamment la Chine accédant aux premiers rangs -, mais elle peut refléter aussi l'évolution de la compétitivité ou la spécialisation géographique plus ou moins dynamique des exportateurs.

La part des échanges mondiaux en valeur détenue par la France se stabilise autour de 4 % depuis 2007. En volume, la part de marché par rapport à nos partenaires de l'OCDE se stabilise également en 2008, après l'érosion subie depuis 2002 sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix.

I/ <u>La part des échanges mondiaux de biens en valeur détenue par la France, qui s'était érodée depuis le début des années 1990, s'est stabilisée aux alentours de 4 % depuis 2007</u> (cf. gr. 1 et tab. 1 en annexe)

Selon les données disponibles du FMI (6 premiers mois de l'année 2008), la part de marché mondial en valeur de la France s'est stabilisée depuis 2007, aux alentours de 4 %.

Sur plus longue période, la part de marché mondial en valeur de la France (définie comme le ratio de ses exportations de marchandises sur le total des exportations mondiales) affiche depuis le début des années 1990 un fléchissement commun à la plupart de ses partenaires de l'OCDE. Sur la base de ce critère, la France occupe depuis 2002 le 5^e rang des exportateurs de marchandises. La Chine, qui est entrée à l'OMC en 2002, a accédé en 2007 au 2^e rang mondial.

L'érosion tendancielle des positions françaises par rapport à 1990 n'apparaît pas principalement liée à un problème de compétitivité vis-à-vis des autres pays de l'OCDE. La baisse tendancielle de notre part de marché en valeur résulte davantage de la part croissante des échanges mondiaux réalisés par les pays émergents, du fait de leur insertion progressive dans le commerce international. De fait, la plupart des pays industrialisés perdent tendanciellement des parts de

marché, à l'exception de l'Allemagne qui enregistre de nouveau des gains depuis 2000.

De plus, l'interprétation de la part de marché en valeur est rendue délicate par les effets de valorisation. Les variations de la part de marché mondial en valeur d'un pays reflètent non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques, mais aussi la variation des prix des marchandises échangées. Par exemple, l'effet de valorisation des échanges, qui incorpore les fluctuations des différentes monnaies et l'évolution des prix mondiaux des marchandises échangées, réduit mécaniquement à court terme (avant que les effets compétitivité n'influent sur les volumes) la part de marché des pays dont la monnaie se déprécie, comme de ceux qui exportent plutôt des biens dont le prix relatif baisse.

Ainsi, outre l'évolution de la part de marché en valeur, il convient d'examiner l'évolution de la part de marché en volume, qui n'est pas affectée par la variation des prix des biens et services échangés et offre un meilleur diagnostic sur les évolutions des différents pays de l'OCDE, en plaçant la France par rapport à ses concurrents développés.

II/ <u>La part de marché en volume vis-à-vis de nos partenaires de l'OCDE dans les échanges de biens et services se stabilise également</u> (cf. gr. 2, 3 et tab. 2)

On dispose ici d'un indicateur de part de marché relative, rapportant les exportations de biens et services en volume de la France à celles de ses 24 partenaires de l'OCDE.

La part de marché relative de la France en volume suivait une décrue régulière depuis 2002, moins prononcée depuis 2004, principalement sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix avec l'appréciation de l'euro. Elle s'établit en 2008 à 6,6 %, à un niveau proche de celui de 2007. Elle demeure inférieure au niveau moyen observé depuis 1990, soit 7,6 %, autour duquel la part de marché de la France avait enregistré des variations d'amplitude relativement modérée jusque fin 2001.

Pour les autres principales économies de l'OCDE, les évolutions apparaissent contrastées.

Avertissement : les résultats présentés dans cette note concernant les parts de marché en valeur se fondent sur des données qui ne sont disponibles pour un large champ de pays que sur les 6 premiers mois de 2008. Les résultats concernant les parts de marché en volume se fondent sur des estimations provisoires jusqu'au 3ème trimestre 2008 et des prévisions concernant le 4ème trimestre 2008.

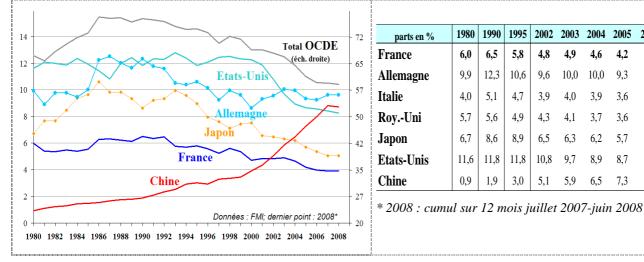
Parmi les principaux partenaires européens, l'Allemagne a connu une amélioration de sa part de marché en volume après une phase de vif décrochage entre 1991 et 1995, mouvements tous deux liés à la réunification et à son impact sur la compétitivité. L'Italie est affectée depuis plus de dix ans par une tendance au déclin prononcé et quasi continu de sa part de marché. La position de l'Espagne s'est améliorée au long des années 1990, conséquence de son intégration au sein de l'Union européenne à partir de 1986, mais a cependant marqué une inflexion en 2003, en lien avec la dégradation de la compétitivité.

La part de marché en volume du Royaume-Uni enregistre une tendance baissière quasi-continue sur le long terme, et celle des Etats-Unis, en repli de 1996 à 2002 connaît une progression depuis. Dans le cas du Japon, qui a connu une nette amélioration depuis 2001, reposant sur le change mais également sur les efforts réalisés en matière de coûts salariaux, on observe une inflexion reflétant une détérioration de la compétitivité avec l'appréciation du yen survenue en cours d'année 2008.

Parts de marché mondiales en valeur des principaux exportateurs

(exportations de marchandises, en %):

Gr. 1 et tab. 1 : principaux exportateurs OCDE et Chine



Exportations de marchandises du pays ou groupe de pays concerné rapportées aux exportations mondiales en valeur. Source : données FMI, calculs DGTPE. OCDE : groupe de 24 partenaires (OCDE hors PECO)

Parts de marché relatives en volume vis-à-vis des partenaires OCDE

(exportations de biens et services, en %):

Gr. 2: France et principaux pays OCDE

Gr. 3: France et principaux pays Zone euro

2008*

3,9

9,6

3,5

3,0

8.2

8,7

2007

3,9

9,6

3,6

3.1

5,1

8,4

8,8

4,0

9,2

3,4

3,5

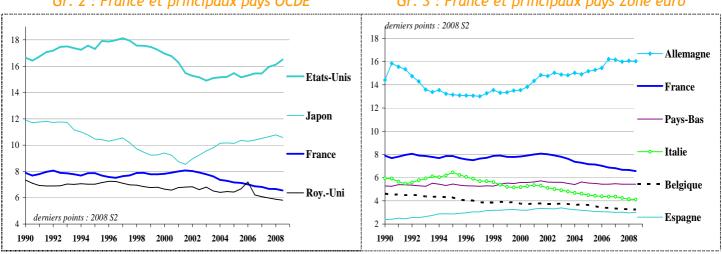
5,4

8,6

8,0

4,2

9,3



Exportations de biens et services du pays rapportées à celles d'un groupe de 24 pays de l'OCDE, calculées en volume (en déflatant la valeur des exportations par un indice de prix d'exportation, se rapportant à une année de base) Source : données OCDE, calculs DGTPE.

Tab. 2 : France et principaux pays OCDE

parts en %	1980	1990	1995	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
France	8,4	7,8	7,8	8,0	7,7	7,3	7,1	6,9	6,7	6,6
Allemagne	14,7	15,1	13,1	14,9	14,9	15,0	15,2	15,8	16,1	16,1
Italie	6,2	5,9	6,3	5,1	4,9	4,6	4,5	4,4	4,3	4,1
RoyUni	8,3	7,2	7,1	6,7	6,7	6,4	6,6	6,7	6,0	5,8
Japon	12,2	11,8	10,4	9,1	9,7	10,2	10,2	10,3	10,6	10,7
Etats-Unis	15,8	16,5	17,6	15,2	15,0	15,2	15,3	15,4	15,7	16,3

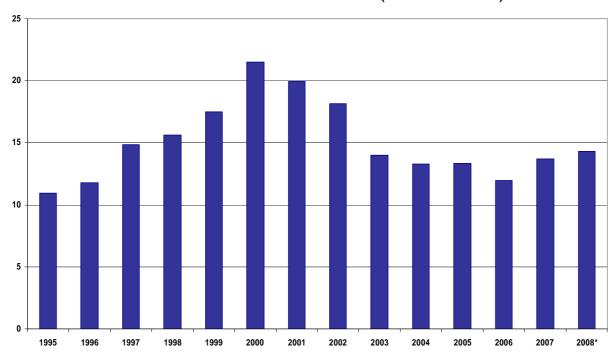
LES ECHANGES DE SERVICES DE LA FRANCE EN 2008

Comme en 2006, la France était le **4**^{ème} **exportateur mondial de services** en 2007 (derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne) avec 4,2 % de parts de marché. Les exportations de services représentent environ un quart des exportations de biens.

L'excédent français en matière de services s'est renforcé dans les années 90 pour culminer à plus de 20 Mds€ en 2000, date à partir de laquelle il s'est détérioré rapidement, pour revenir en 2006 à 12 Mds€.

Pour la première fois depuis le début des années 2000, l'excédent a de nouveau progressé en 2007, à 13,7 Mds€. En 2008, les exportations françaises de services ont stagné (-0,4%), à 109,0 Mds€¹, alors que les importations se sont légèrement repliées (-1,1%), à 94,7 Mds (voir la ventilation sectorielle en annexe), soit un excédent de 14,3 Mds€. L'année 2008 confirme donc l'amélioration du solde observée en 2007.

Excédent en matière de services (en Mds d'euros)



Source : Banque de France

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

I/ Tassement de l'excédent du poste « Voyages et Transports »

L'excédent des voyages et transports (dont les exportations constituent 60 % des exportations de services) s'est sensiblement détérioré : il est en effet passé de 12,5 Mds€ à 8,9 Mds, soit une détérioration de 3,6 Mds.

Cette dégradation concerne plus particulièrement les voyages, dont l'excédent passe de 12,8 Mds en 2007 à 9,9 Mds en 2008 (soit -2,9 Mds), après s'être amélioré en 2006 (de +1,2 Mds) et en 2007 (de +0,7 Md). L'année 2008 a en effet été marquée par un net recul des exportations (-5,6 %), c'est-à-dire des recettes générées par les touristes venus en France, auquel s'est ajoutée une hausse sensible des importations (+2,6 %).

Le déficit global des transports se creuse également : il passe de -0,3 Md€ en 2007 à -1,0 Md en 2007, en lien avec une fin d'année dégradée.

II/ Amélioration sensible de l'excédent relatif aux activités de services destinées aux entreprises

La légère consolidation de l'excédent global des services enregistrée en 2008 a donc été permise par les autres catégories de services, qui regroupent essentiellement des services aux entreprises.

L'excédent pour ces services s'était légèrement détérioré en 2007, passant de 1,8 Mds€ en 2006 à 1,2 Mds en 2007. En 2008, il s'est nettement amélioré, à 5,4 Mds, sous l'effet conjugué d'une hausse des exportations (+3,6 %) et d'une baisse des importations (-6,5 %).

Les améliorations les plus marquantes sont à noter dans les « services financiers », les « services de construction », les « redevances et droits de licence » et, surtout, le « négoce international ». Le déficit des « services financiers » est presque résorbé, grâce à une amélioration de 1,3 Mds€². Les excédents sur les « services de construction » et les « redevances et droits de licence » ont été consolidés de 0,4 Md€. L'excédent dégagé par les activités de « négoce international », poste particulièrement erratique, s'est amélioré de 2,2 Mds€.

Le profil infra-annuel de nos échanges de services ne présente pas de caractère particulier. L'aggravation de la crise économique en fin d'année 2008 ne semble pas avoir affecté les flux, sauf pour ce qui est du secteur des transports: pour ce poste, nos exportations baissent sensiblement sur la fin de l'année, nos importations également, mais dans une moindre mesure.

² Les variations de soldes relatifs aux branches des autres catégories de services sont calculées sur 11 mois.



ANNEXE

Evolution des échanges de services de la France en 2008

En Mds€, données CVS	Exportations		évolution	Importations		<i>évolution</i> So		lde
En Mase, donnees evs	2007	2008*	07/08	2007	2008*	07/08	2007	2008*
Transports + Voyages	67,1	65,1	-2,9%	54,6	56,2	3,0 %	12,5	8,9
Transports	27,5	27,8	0,9 %	27,8	28,8	3,5 %	-0,3	-1,0
Voyages	39,6	37,4	-5,6 %	26,8	27,5	2,6 %	12,8	9,9
Autres services	42,3	43,9	3,6 %	41,2	38,5	-6,5 %	1,2	5,4
Autres services aux entreprises	23,2	25,3	8,8 %	25,1	24,7	-1,7 %	-1,9	0,6
Services	109,4	109,0	-0,4 %	95,7	94,7	-1,1 %	13,7	14,3

• Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

En Mds€, données brutes	Exportations	Evolution		Importations	Evolution		Solde	Variation
	Valeur 2007	07/06	08/07*	Valeur 2007	07/06	08/07*	Valeur 2007	08/07*
Transports + Voyages	67,1	7,7%	-3,3%	52,1	4,7%	3,4%	12,5	-3,8
Transports	27,5	8,4%	1,2%	27,3	1,9%	3,0%	-0,3	-0,5
Transports maritimes	9,9	17,8%	2,5%	10,0	1,9%	8,7%	-0,2	-0,6
Transports aériens	11,1	3,8%	4,6%	11,0	0,5%	0,0%	0,0	0,5
Autres transports	6,5	3,6%	-6,3%	6,4	4,3%	-0,6%	-0,1	-0,3
Voyages	39,6	7,2%	-6,3%	24,8	7,8%	3,7%	12,8	-3,3
Autres types de services	42,3	5,5%	4,1%	41,2	7,3%	-7,2%	1,2	4,2
Services de communication	3,1	1,6%	-20,9%	2,0	14,5%	-17,4%	1,1	-0,3
Services de construction	3,9	17,3%	13,2%	1,5	8,8%	6,4%	2,3	0,4
Services d'assurances	0,8	18,1%	-44,3%	1,5	-17,7%	-18,2%	-0,8	-0,1
Services financiers	1,5	36,6%	-10,7%	2,8	-4,8%	-53,5%	-1,4	1,3
Services d'informatique et d'information	1,3	-15,2%	-22,0%	1,6	1,6%	-8,1%	-0,3	-0,2
Services, redevances et droits de licence	6,5	30,0%	5,5%	3,4	27,7%	-3,1%	3,1	0,4
Autres services aux entreprises	23,2	-1,1%	9,2%	25,1	8,2%	-2,4%	-1,9	2,5
dont négoce international	5,7	-7,7%	41,8%	-	-	-	5,7	2,2
dont commerciaux	1,6	2,8%	-5,4%	4,3	7,2%	-10,7%	-2,7	0,3
dont locations	0,6	-1,4%	-2,9%	1,8	1,7%	-8,4%	-1,26	0,1
dont divers	15,3	1,2%	-1,7%	19,0	9,2%	0,0%	-3,7	-0,2
Services personnels, culturels et récréatifs	1,4	2,4%	7,2%	2,3	7,5%	0,0%	-0,9	0,1
dont audiovisuels	0,7	-5,7%	18,7%	1,3	2,0%	-6,7%	-0,6	0,2
dont autres	0,7	12,6%	-4,5%	1,0	15,6%	8,7%	-0,3	-0,1
Services des administrations publiques	0,8	7,9%	13,2%	0,9	11,0%	-1,9%	-0,2	0,1

^{*} en glissement annuel (flux) ou en variation (solde) sur 11 mois

Sources : Banque de France, calculs DGTPE

LES ECHANGES DE PRODUITS AGROALIMENTAIRES EN 2008

Les exportations de biens agroalimentaires se sont élevées à 50 Mds€ pour l'année 2008¹, en hausse de 8 % par rapport à l'année 2007. Cette hausse est la plus marquée depuis le redécollage des exportations observé en 2006 et qui avait mis fin à plusieurs années de stagnation. Symétriquement, nos importations de produits agroalimentaires ont crû à un rythme encore plus soutenu, à +10 %, pour atteindre plus de 41 Mds€. Partant, notre excédent commercial en produits agroalimentaires est quasiment stable, à près de 9 Mds€.

Le secteur des *produits agroalimentaires* est constitué des *produits agricoles*, sylvicoles et piscicoles (28 % des exportations de produits agroalimentaires) et des produits des industries agro-alimentaires (IAA : 72 %).

I/ <u>Des exportations agroalimentaires dynamiques mais la situation est</u> contrastée entre les *produits agricoles* et les *produits des IAA*

- Nos ventes de *produits agricoles* ont été très dynamiques au cours de l'année 2008, avec une croissance de 17 %, en nette accélération par rapport à 2007 (+10 %). Une partie de cette accélération est néanmoins à relier à la forte hausse des cours de certains produits agricoles (céréales en particulier), qui « gonfle » la valeur de nos exportations, alors que, dans le même temps, les volumes exportés diminuent pour ces produits. Symétriquement, nos importations ont crû beaucoup moins rapidement, de 7 %. L'excédent commercial progresse donc fortement, d'1,4 Mds€, pour atteindre 3,4 Mds€ en 2008.
- Les exportations de *produits des industries agroalimentaires* ont connu une augmentation plus modérée (+5 %), un peu moins forte qu'en 2007 (+7 %). Nos ventes de *boissons*² (+1 %) ont tiré vers le bas nos exportations cette année. Les exportations des *autres produits* du secteur ont été mieux orientées (+6 %). Toutefois, parallèlement, les importations ont affiché une croissance particulièrement élevée (+11 %, soit le double de celle de nos exportations), entraînant une baisse de notre excédent, qui passe de 7 Mds€ en 2007 à 5,4 Mds€ en 2008.

 2 Dans nos exportations de produits des IAA, le poids des boissons est de 33 %.

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel sur décembre).

II/ <u>Forte croissance de nos exportations agricoles vers nos principaux</u> clients et surtout vers les zones émergentes.

- L'Union européenne

Les exportations de *produits agricoles* ont augmenté de 9 %³ entre les années 2007 et 2008 vers nos voisins (Italie, Allemagne, Espagne, Belgique, Pays-Bas et Royaume-Uni), qui sont aussi nos six principaux clients et absorbent 67 % de nos ventes. Dans le détail, nos exportations ont principalement été soutenues par les Pays-Bas (+28 %), l'Allemagne (+20 %), la Belgique (+11 %) et l'Italie (+4 %), mais elles ont été décevantes vers le Royaume-Uni (-12 %) et l'Espagne (-1 %). Dans le reste de l'Union européenne, nos ventes vers les nouveaux Etats membres ont également été soutenues (+10 %).

- Hors Union européenne

Hors Union européenne, nos exportations ont été encore plus dynamiques. En particulier, elles ont été extrêmement dynamiques vers les pays de la CEI (+36 %), vers l'Ukraine, vers le Proche et Moyen Orient (+60 %) et vers l'Afrique (+62 %). Vers ce continent (qui représente 16 % de nos exportations agricoles ; 11 % pour le seul Maghreb), nos ventes ont été portées par celles vers le Maghreb (+81 %).

III/ <u>Nos exportations de produits des IAA ont été très soutenues vers les pays émergents</u>

- L'Union européenne

Nos ventes de *produits des industries agroalimentaires* ont progressé de 4 % vers nos 6 principaux clients européens : Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pays-Bas (60 % de nos exportations). Dans le détail, nos exportations ont été particulièrement soutenues vers la Belgique (+8 %) et l'Espagne (+7 %) et, dans une moindre mesure, vers les Pays-Bas (+5 %), l'Allemagne (+4 %) et l'Italie (+2 %). Elles ont stagné vers le Royaume-Uni. En revanche, nos ventes vers les nouveaux Etats membres de l'Union européenne ont été très dynamiques (+17 %).

- Hors Union européenne

Nos ventes vers les pays émergents ont été dynamiques, particulièrement vers l'Afrique subsaharienne (+24 %), la CEI (+14 %) et les pays du Proche et Moyen Orient (+18 %).

En revanche, nos exportations vers les Etats-Unis, notre premier client non européen, ont été décevantes cette année (-17 % après déjà -15 % en 2007), en lien notamment avec la mauvaise orientation de nos ventes de boissons alcoolisées vers ce pays (-21 %).

³ Sur 11 mois.



ANNEXE

Montants des exportations (en Mds€), poids et taux de croissance

Données estimées CVS-CJO	Poids 2007	2007	Evolution	2008*	Evolution
Produits agricoles	28 %	11,8	9,7 %	13,9	17,4 %
Produits des industries agroalimentaires	72 %	34,8	6,9 %	36,4	4,6 %
ENSEMBLE		46,6	7,6 %	50,2	7,7 %

^{*} Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

Montants des exportations de produits agroalimentaires (en Mds€) Poids en 2007 et taux de croissance pour nos principaux clients

	Poids en	Valeur	Evolution	Evolution	
Données brutes et collectées	2007	2007	2007	2008*	
Allemagne	12,7 %	5,9	6,8 %	7,7 %	
Belgique	12,0 %	5,6	13,2 %	8,5 %	
Italie	11,7 %	5,5	1,7 %	2,9 %	
Royaume-Uni	11,2 %	5,2	5,8 %	-2,1 %	
Espagne	9,1 %	4,3	8,9 %	4,0 %	
Pays-Bas	6,6 %	3,1	14,8 %	12,8 %	
Etats-Unis	4,8 %	2,2	-15,3 %	-17,0 %	
Suisse	2,4 %	1,1	3,7 %	16,1 %	
Japon	2,1 %	1,0	-2,5 %	-2,2 %	
Portugal	1,6 %	0,8	10,9 %	0,3 %	
Grèce	1,6 %	0,7	-0,4 %	3,2 %	
Algérie	1,5 %	0,7	0,7 %	67,6 %	
Russie	1,3 %	0,6	21,1 %	11,3 %	
Chine	1,1 %	0,5	84,1 %	5,2 %	
Singapour	1,1 %	0,5	17,7 %	11,5 %	
Danemark	1,1 %	0,5	4,6 %	8,5 %	
Canada	1,0 %	0,5	0,5 %	3,0 %	
Irlande	1,0 %	0,5	3,1 %	7,3 %	
Maroc	0,9 %	0,4	97,7 %	48,4 %	
Luxembourg	0,8 %	0,4	1,0 %	1,4 %	

^{*} en glissement annuel sur 11 mois

Sources: Douanes françaises, calculs DGTPE



BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS AU DEBAT

Philippe MELLIER Président ALSTOM transport

Né en 1955, Philippe Mellier a son diplôme d'ingénieur mécanique à l'ENSTA (Paris) en 1979. Il obtient l'année suivante un MBA à l'INSEAD à Fontainebleau (France). Il commence sa carrière en 1980 chez Ford Motor où il occupe pendant 19 ans plusieurs postes de direction respectivement en France, au Portugal, en Nouvelle Zélande et au Mexique, puis comme Vice Président, chargé du marketing, des ventes et du service en Europe. En 1999, il rejoint Renault et en 2001 il intègre le Groupe AB Volvo pour devenir P.D.G. de Renault Trucks. Il devient Président d'Alstom Transport et Membre du Comité Exécutif d'Alstom en 2003.



Frédéric SANCHEZ

Président de FIVES, président de la commission internationale du MEDEF

Diplômé d'HEC et de l'IEP de Paris, titulaire d'un DEA d'économie, Frédéric SANCHEZ commence en 1985 sa carrière chez Renault au Mexique et aux U.S.A., puis rejoint fin 1987 le Cabinet Ernst & Young en tant que Directeur de Mission. Il intègre ensuite en 1990 le groupe Fives-Lille, dont il devient Directeur Général en 1997. Depuis 2002 il est Président du Directoire de cette société.



Aliza JABES

Présidente des laboratoires NUXE

Diplômée de l'IEP Paris et MBA de New York University, Aliza Jabès rachète la marque NUXE en 1989 (petit laboratoire crée en 1957 par un pharmacien parisien). Elle en fait aujourd'hui une marque leader en pharmacie en cosmétologie naturelle. Membre du conseil des Entrepreneurs, Aliza Jabès a été faite Chevalier de la Légion d'Honneur (promotion Pâques 2008). Elle a aussi reçu à l'U.N.E.S.C.O le Prix du Mérite au Développement pour la Recherche en Cosmétologie naturelle (Octobre 2008).





Ginette HENAFF Directrice d'HENAFF

Enseignante d'allemand, rejoint rapidement le groupe familial éponyme dont elle est actuellement Administrateur - Directeur. Elle a été Présidente du Comité Bretagne des Conseillers du Commerce Extérieur, vice-Présidente de la C.C.I. de Quimper, Présidente de C.R.C.I. International Bretagne, Présidente de l'Institut de Management Europe Asie (ISUGA).



Elle est actuellement vice-Présidente chargée des PME du Conseil National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France.

Alexandre SAUVAGE Président de LEOSPHERE

Alexandre Sauvage est Président de Leosphere SAS, société leader en mesure atmosphérique par laser, qu'il a co-fondée en 2004 avec son frère Laurent Sauvage. Il est diplômé de l'Université Paris Dauphine et titulaire d'un MBA de la City University of New York. Leosphere est co-fondatrice du Système Productif Local Durapole, cluster francilien des PME de haute technologie spécialisées dans les applications environnementales.



Philippe CHALMIN Professeur à l'Université Paris IX Dauphine

Diplômé d'HEC, Agrégé d'histoire et Docteur es lettres, Philippe Chalmin est professeur d'histoire économique à l'Université Paris-Dauphine où il dirige le Master Affaires Internationales. Membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre, il est le président fondateur de CyclOpe, le principal institut de recherches européen sur les marchés des matières premières qui publie chaque année le rapport CyclOpe sur l'économie et les marchés mondiaux.





Mathilde LEMOINE Directrice des études économiques d'HSBC

Docteur es sciences économiques, Mathilde Lemoine est Directeur des études économiques et de la stratégie marchés d'HSBC France depuis 2006. Elle est également professeur à Sciences Po et membre du Conseil d'analyse économique. Elle fut conseiller pour la macro-économie du Premier ministre et membre de cabinets ministériels après avoir été économiste à l'OFCE et enseignant-chercheur.



Lionel FONTAGNE *Professeur à l'Université Paris I Sorbonne*

Agrégé d'économie (major, concours 1990), Lionel Fontagné est Professeur à l'Ecole d'Economie de Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il est membre du Conseil d'Analyse Economique, conseiller scientifique au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) et conseiller auprès du Centre du Commerce International (CNUCED-OMC, Genève). Auteur de nombreuses études sur les questions de commerce international et d'intégration économique, il a reçu en 1999 le prix du meilleur article décerné par Open Economies Review pour sa contribution au débat sur les zones monétaires optimales. En 2007 il a reçu la distinction de Research Fellow du Global Trade Analysis Project (Purdue University).





Année 2008



http://lekiosque.finances.gouv.fr

Après un premier trimestre dynamique, les échanges marquent le pas, avant de chuter au dernier trimestre, du fait du fort repli de l'automobile et des biens intermédiaires. Les exportations résistent mieux dans les secteurs des biens de consommation et des biens d'équipement, sans échapper pour autant au ralentissement. Les ventes fléchissent vis-à-vis de l'UE, mais sont vigoureuses vers les pays producteurs de pétrole, grâce, notamment, aux livraisons aéronautiques. La hausse des prix du pétrole et du gaz jusqu'à l'été et le maintien à haut niveau des quantités consommées entraînent un net alourdissement de la facture énergétique. Au final, le déficit s'amplifie et atteint -55,7 milliards.

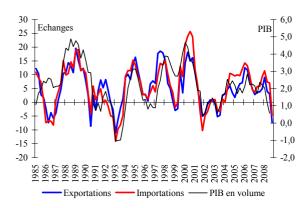
Evolutions annuelles des échanges

	2006	2007	2008
Exportations FAB	388 762	401 274	409 611
croissance	9,0%	3,2%	2,1%
Importations FAB	417 757	441 839	465 269
croissance	9,9%	5,8%	5,3%
Solde	-28 995	-40 565	-55 658
évolution	-5 687	-11 570	-15 093
Taux de courverture	93,1%	90,8%	88,0%

Données estimées FAB/FAB brutes en millions d'euros

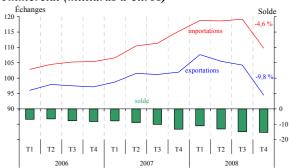
Source: Douanes

Evolutions trimestrielles des échanges et du PIB Glissement sur un an en %



Source : Douanes pour les échanges et Insee pour le PIB

Evolutions trimestrielles des échanges et solde commercial (milliards d'euros)



Données estimées FAB/FAB CVS/CJO

Source: Douanes

Chute des ventes de l'industrie civile en fin d'année

Après un début d'année dynamique, les **exportations** se replient aux deuxième et troisième trimestres. Cette baisse s'amplifie fortement au quatrième trimestre du fait de la chute des ventes de l'industrie automobile (-24,9 % par rapport au troisième trimestre) et des biens intermédiaires (-13,8 %). La tendance est également au ralentissement dans l'ensemble des autres secteurs, y compris dans l'agroalimentaire. Les exportations de biens d'équipement sont néanmoins soutenues par les livraisons aéronautiques, tandis que celles de biens de consommation bénéficient de la bonne tenue des ventes pharmaceutiques. Les exportations de produits énergétiques, quant à elles, augmentent fortement, du fait de la hausse des cours du pétrole sur les neuf premiers mois de l'année.

Les **importations** de l'industrie civile présentent un profil trimestriel proche de celui des exportations. Le repli affecte également surtout l'automobile et les biens intermédiaires. Les achats de biens de consommation et de biens d'équipement décélèrent, mais résistent mieux. A contre courant, les importations de produits agricoles et agroalimentaires continuent de progresser. De leur côté, les achats énergétiques sont très vigoureux, en raison des hausses des prix du pétrole et du gaz, et compte tenu de l'absence de baisse des volumes consommés. La facture énergétique augmente ainsi de 13,4 milliards, pour atteindre 59,4 milliards.

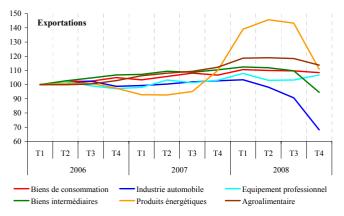
Repli marqué vis-à-vis de l'Union européenne

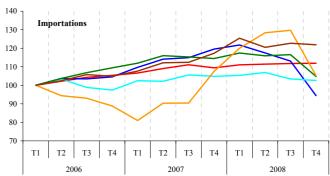
En forte hausse au premier trimestre, les **exportations** vers l'Union européenne se replient par la suite. La baisse s'accentue au fil des trimestres, pour devenir très significative en fin d'année, notamment vers l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique. Les échanges avec les NEM, très dynamiques les années précédentes, se tassent progressivement, en lien notamment avec la crise du secteur automobile. Les pays tiers continuent à contribuer positivement à la croissance des ventes, mais sont eux aussi touchés par le ralentissement. Les ventes à l'Asie freinent au second semestre, et reculent même légèrement sur l'ensemble de 2008 vers la Chine. Les ventes aux Etats-Unis sont toujours en baisse, pénalisées à la fois par le recul de l'activité outre-atlantique et par l'appréciation de l'euro. A l'inverse, les ventes aux pays producteurs de pétrole (Russie, Proche et Moyen-Orient, Afrique), qui bénéficient d'un effet recyclage, sont en forte hausse, grâce notamment aux livraisons aéronautiques.

Les **importations** en provenance de l'Union européenne reculent également à compter du deuxième trimestre, et plus nettement en fin d'année. Les achats aux pays tiers sont plus fermes du fait des approvisionnements énergétiques depuis l'Europe hors UE, l'Afrique et le Proche et Moyen-Orient. Les importations depuis l'Asie et l'Amérique ralentissent en moyenne sur l'année.

Evolutions trimestrielles des échanges par produits

Base 100 au premier trimestre 2006





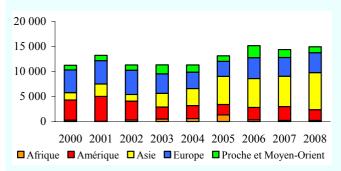
Données estimées CAF/FAB CVS/CJO

Source: Douanes

Hausse des ventes d'Airbus

En 2008, les ventes d'Airbus progressent de 3,9 %, après une baisse de 5,3% en 2007. Elles atteignent 14,9 milliards et retrouvent ainsi le niveau historique de 2006, grâce notamment à la montée en puissance des ventes d'A380 (8 appareils vendus pour 1,3 milliard d'euros). 2008 voit se poursuivre l'extension de la présence en Asie : les exportations d'Airbus y augmentent le plus rapidement (+22,7 %), en particulier vers l'Australie (14 airbus, dont 3 A380, pour 1,2 milliard d'euros) et Singapour (7 airbus, dont 5 A380, pour 843 millions d'euros). La Chine reste néanmoins le premier client avec 41 appareils livrés pour 2,4 milliards d'euros. L'Asie représente ainsi désormais la moitié des ventes, contre 13 % en 2000. Ce redéploiement des livraisons vers l'Asie s'exerce surtout au détriment des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne. Les exportations d'airbus sont également orientées à la hausse vers l'Europe hors UE. En 2008, La Russie devient le premier client dans cette zone avec 17 appareils vendus pour 736 millions d'euros. En revanche, les ventes d'airbus sont en repli vers l'Amérique (Etats-Unis) et le Proche et Moyen-Orient (Emirats Arabes Unis et

Evolution des échanges d'airbus depuis 2000 en millions d'euros



Source : Douanes Données CAF/FAB brutes

Les Produits

Chute des exportations automobiles

Dès le deuxième trimestre 2008, dans un environnement international moins porteur, les exportations marquent le pas, tirées vers le bas par le secteur automobile. Les exportations de **l'industrie automobile**, dont la progression avait été quasiment nulle les deux années précédentes, fléchissent dès le deuxième trimestre. Elles finissent l'année en net repli et baissent de 10,4 % en moyenne en 2008. Après dix années d'excédents, le solde automobile devient ainsi déficitaire (-3,4 milliards). Le ralentissement de l'activité automobile et, plus généralement, de l'activité industrielle en Europe, pèse sur les ventes de **biens intermédiaires** (-1,5 %), en net recul au dernier trimestre. Les baisses sont significatives pour la chimie organique, ainsi que pour la sidérurgie et les métaux non ferreux, où les prix sont orientés à la baisse. Le déficit des biens intermédiaires se creuse de nouveau et s'élève à -14,1 milliards.

Le ralentissement des échanges est moins marqué dans les autres secteurs, grâce à un bon début d'année. Les ventes de **biens d'équipement** (+4 %), portées par l'aéronautique et la montée en charge des livraisons d'A380, résistent; les autres compartiments, comme les équipements électroniques freinent, voire diminuent fortement. Après un bond au premier trimestre, les exportations de **biens de consommation** refluent progressivement, et progressent en 2008 à un rythme proche de celui de 2007 (+3,5 %). Elles bénéficient notamment d'une accélération des ventes des produits pharmaceutiques (+8,2 %). En revanche, le repli des ventes d'équipement domestique se poursuit (électronique de loisir).

Enfin, bien qu'en net recul au dernier trimestre, les exportations de **produits agricoles et agroalimentaires** augmentent en moyenne sur l'année (+7,7 %), soutenues par les produits agricoles (+16,5 %), en particulier vers l'Algérie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Pour leur part, les ventes de produits agroalimentaires ralentissent, en raison des mauvaises performances des boissons, notamment vis-à-vis des Etats-Unis (même en tenant compte des livraisons via la plate-forme située en Belgique).

Net repli des importations d'automobiles et de biens intermédiaires

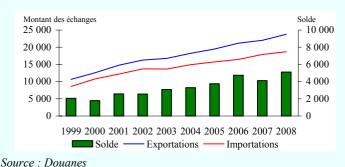
En 2008, le profil des importations de biens industriels est comparable à celui des exportations. L'affaiblissement de l'activité nationale s'accompagne à partir du deuxième trimestre d'un recul des importations, qui s'accentue au fil des mois, principalement dans l'automobile et les biens intermédiaires. La chute des achats de **l'industrie automobile** est très marquée au dernier trimestre (-16,5 % par rapport au troisième trimestre), aussi bien dans la branche automobile que dans les équipements, soit une baisse de -2% en moyenne en 2008. Les importations des **biens intermédiaires** terminent également l'année en net repli (-10,1% au quatrième trimestre) et stagnent en 2008, après quatre années très dynamiques. Les importations des produits de la chimie organique, de la sidérurgie et des métaux non ferreux affichent les plus fortes contractions.

Les importations de **biens de consommation** n'enregistrent qu'une faible croissance à partir du deuxième trimestre. Les produits pharmaceutiques soutiennent les achats; c'est également le cas des équipements domestiques, bien que leur

Excédent record des échanges de produits pharmaceutiques

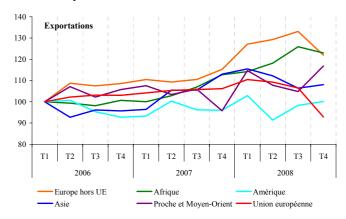
Les échanges de produits pharmaceutiques, à haute valeur ajoutée, ont mieux résisté à la dégradation de la conjoncture. En 2008, les ventes accélèrent fortement (+8,2 %, après +3,9 % en 2007), alors que les achats augmentent plus modérément (+4,4 %, après +8,8 %). L'excédent pharmaceutique s'améliore ainsi de 1 milliard, pour s'établir au niveau historique de 5,1 milliards. Les exportations progressent fortement vers la Russie et la Pologne. Elles sont également en hausse vers la plupart des partenaires de l'UE (Irlande, Allemagne, Espagne, Belgique), vers l'Afrique (Algérie) et l'Asie (Chine). En revanche, les ventes diminuent vers le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Les importations de produits pharmaceutiques sont portées par des achats très soutenus à l'Allemagne, qui compensent en partie un repli depuis les Etats-Unis.

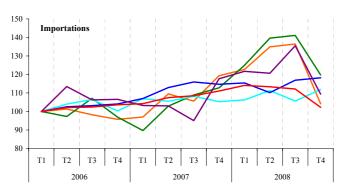
Evolution des échanges de produits pharmaceutiques depuis 1999 en millions d'euros



Données estimées CAF/FAB brutes

Evolutions trimestrielles des échanges par zone Base 100 au premier trimestre 2006





Données estimées CAF/FAB CVS/CJO Source : Douanes rythme s'affaiblisse en fin d'année. Il faut cependant relever le dynamisme des achats d'appareils domestiques (Pologne, Chine) et des jeux et articles de sport (Chine). Le ralentissement des importations de **biens d'équipement** s'explique principalement par une baisse des achats aéronautiques aux Etats-Unis, et de l'équipement électronique à l'Allemagne et à l'Irlande. En revanche, du fait d'un premier trimestre dynamique, les importations d'équipements professionnels mécaniques, soutenues par les achats à l'Allemagne et à l'Italie, augmentent de 3,4%.

Les achats de **produits agricoles et agroalimentaires** demeurent soutenus (+9,1 % en moyenne en 2008), tirés par les achats de tourteaux et d'huile de soja (Brésil, Argentine), et des fruits et légumes depuis l'Espagne.

Après une forte poussée des cours du pétrole au premier semestre et malgré une détente en fin d'année, les achats **énergétiques** bondissent de 31,5%. La facture énergétique se creuse de 13,4 milliards d'euros, pour s'élever à 59,4 milliards. Au-delà du relèvement du prix du pétrole, cet alourdissement renvoie à la hausse presque ininterrompue du prix du gaz et à l'absence de baisse des volumes énergétiques importés.

Les Pays

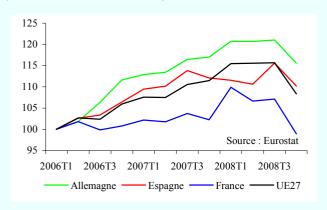
Repli des ventes vers l'Union européenne

Les exportations vers l'Union européenne refluent de 0,7 % en moyenne en 2008. En forte hausse au premier trimestre, elles se replient à partir du deuxième et finissent l'année sur une note très négative (-14,6 % au dernier trimestre). Les ventes à destination de l'Allemagne baissent fortement au second semestre, en ligne avec le repli de l'activité allemande, mais progressent sur l'ensemble de l'année (+3,4 %). Tous les secteurs sont touchés, en particulier l'aéronautique, les produits chimiques, les métaux et l'industrie automobile. Les ventes à l'Espagne sont également en net retrait (-10,2 % en 2008), notamment dans le secteur automobile. Les exportations vers les autres pays de l'UE sont toutes affectées à un degré plus ou moins grand. Les ventes aux NEM, relativement dynamiques jusqu'en début d'année, se contractent au deuxième trimestre, plus violemment au dernier, sous le contrecoup notamment de la crise automobile (Slovaquie, Pologne) et des biens intermédiaires (Pologne et République tchèque). Il n'y a guère que les exportations pharmaceutiques vers les NEM à conserver un certain dynamisme (Pologne, Roumanie).

Les ventes aux **pays tiers** accélèrent en moyenne sur l'année (+7,8%), du fait d'un très bon premier trimestre, mais ralentissent par la suite. Les situations sont néanmoins très contrastées. Les exportations sont très dynamiques vers la **Russie** (+24,4%), le **Proche et le Moyen Orient** (+7,6%) et l'**Afrique** (+13,2%), qui ont vu leurs recettes pétrolières augmenter significativement en 2008. Le recyclage vers ces pays et zones s'est surtout effectué sous la forme de livraisons aéronautiques et de produits pharmaceutiques (Russie, Arabie Saoudite), de produits de l'industrie automobile (Iran), de produits agroalimentaires (Algérie, Maroc) et de produits pétroliers raffinés (Maroc). Hors pays producteurs de pétrole, les exportations vers la Suisse apparaissent très dynamiques, en raison de fortes livraisons aéronautiques.

Repli généralisé des exportations des pays de l'UE

(Données Eurostat 11 mois 2008)



D'après les données d'Eurostat (*), la plupart des pays de l'Union européenne voient leurs exportations marquer le pas à compter du deuxième trimestre 2008, comme en France. Après une phase de relative stabilisation au troisième trimestre, la chute des ventes est générale au quatrième trimestre. En moyenne en 2008, la croissance des exportations de l'UE devrait approcher 4%, contre 6% en 2007.

(*)Le quatrième trimestre 2008 est estimé.

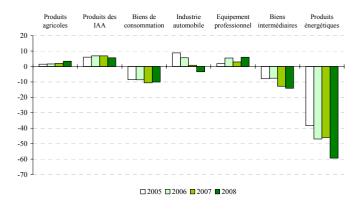
En revanche, les ventes vers l'Asie ralentissent (+5,1%, après +7,5% en 2007), tandis que celles vers les Etats-Unis reculent pour la seconde année consécutive. Les exportations vers l'**Asie** souffrent du repli des ventes aéronautiques vers le Japon et d'une décélération des ventes à la Chine, après les grands contrats ferroviaires conclus en 2007. A l'inverse, les livraisons aéronautiques à Singapour et à l'Australie soutiennent les exportations. En **Amérique**, les exportations vers l'Amérique centrale (Mexique, deux paquebots vendus au Panama) et du Sud (Brésil) contrebalancent le repli vers les Etats-Unis.

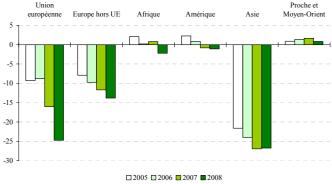
Accélération des achats énergétiques aux pays tiers

Les achats à l'Union européenne se replient également au cours des trois derniers trimestres, entraînés notamment par le Royaume-Uni et l'Espagne. Les achats à l'Allemagne et à l'Italie ralentissent nettement sur l'année. Les biens intermédiaires et l'industrie automobile sont les secteurs les plus touchés. Les importations de Belgique, qui accélèrent du fait des approvisionnements très importants en hydrocarbures naturels, font figure d'exception. Les importations en provenance des **NEM** chutent au second semestre, en particulier dans le secteur automobile et des biens intermédiaires, mais sont en augmentation de 9,9% en moyenne sur l'année.

Les importations en provenance des pays tiers sont relativement dynamiques en raison de la poussée des achats énergétiques, en provenance notamment de la Russie, de la Norvège, du Proche et du Moyen-Orient (notamment Arabie Saoudite et Irak), et de l'Afrique (Algérie, Libye, Niger, Angola). L'Afrique explique plus du tiers de la croissance des importations d'énergie depuis les pays tiers. De fait, les excédents avec les pays producteurs de pétrole se réduisent considérablement, le solde avec l'Afrique devenant même déficitaire. Hors énergie, la tendance est clairement au ralentissement. Les importations depuis les Etats-Unis se replient même de 0,4% en moyenne en 2008 (après +3,1% en 2007), en raison du recul des achats aéronautiques et pharmaceutiques. Les achats à l'Asie se modèrent, avec entre autre un ralentissement depuis la Chine (équipements électriques et électroniques, du foyer ainsi qu'habillement). On enregistre en revanche une hausse des importations en provenance d'Amérique du Sud : produits des IAA et minéraux du Brésil, produits des IAA d'Argentine.

Evolution du solde par branche et par zone





Données estimées CAF/FAB brutes en milliards d'euros Source : Douanes